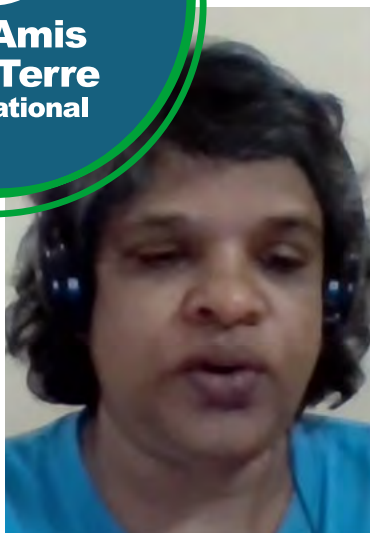
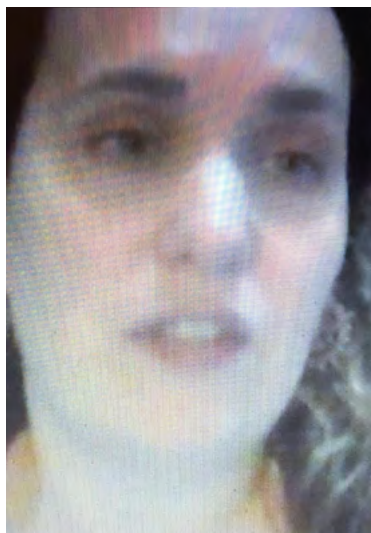
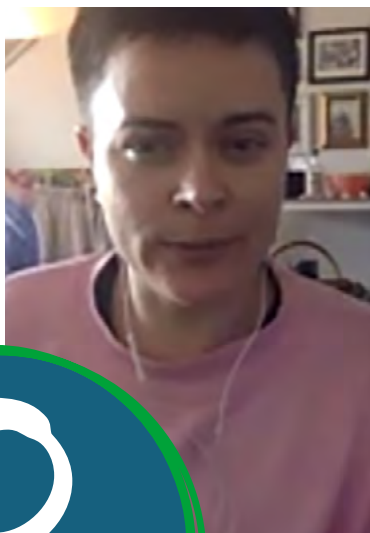
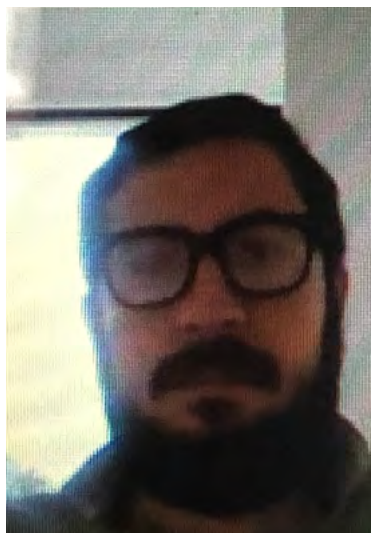
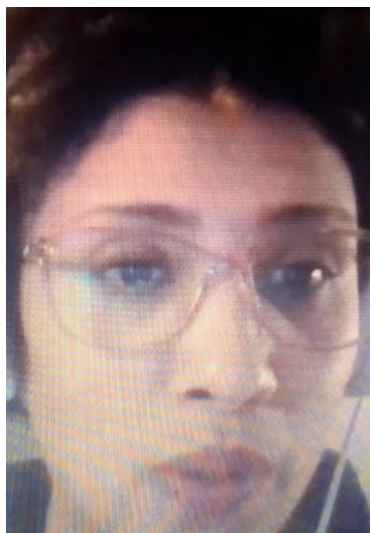


# RAPPORT ANNUEL 2020

MOBILISER. RÉSISTER. TRANSFORMER.



Les Amis  
de la Terre  
International

## LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL

est le réseau écologiste de base populaire le plus large du monde : il compte 73 organisations membres et plus de deux millions de membres et de sympathisants dans le monde entier.



### NOTRE VISION

- un monde pacifique et durable, basé sur des sociétés qui vivent en harmonie avec la nature,
- une société de personnes interdépendantes qui vivent dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, et où l'équité et les droits des personnes et des peuples sont devenus des réalités,
- une société fondée sur la souveraineté et la participation des peuples,
- une société fondée sur la justice sociale, économique, environnementale et de genre et débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation, telles que le néolibéralisme, la mondialisation économique, le néo-colonialisme et le militarisme.
- Nous pensons que, grâce à ce que nous faisons, l'avenir de nos enfants sera meilleur.

### NOTRE MISSION

- Veiller ensemble à ce que règnent la justice environnementale et sociale, la dignité humaine et le respect des droits des personnes et des peuples, afin de parvenir à des sociétés durables.
- Arrêter et inverser la dégradation de l'environnement et la diminution des ressources naturelles, développer la diversité écologique et culturelle de la terre, et obtenir des moyens d'existence durables.
- Parvenir à l'émancipation des peuples autochtones, des communautés locales, des femmes, groupes et individus, et faire en sorte que le public participe à la prise de décisions.
- Amener la transformation nécessaire pour parvenir à la durabilité et à l'équité, entre les sociétés et dans chacune d'elles, grâce à des approches et des solutions créatives.
- Entreprendre des campagnes dynamiques, sensibiliser et mobiliser les gens et nous allier avec des mouvements divers, en associant les luttes locales, nationales et internationales.
- Nous inspirer les uns des autres et exploiter, renforcer et compléter nos capacités respectives, en vivant en accord avec le changement que nous souhaitons voir et en travaillant ensemble de façon solidaire.



Conception graphique du rapport : Leonor Hanny

Page de garde : La Covid-19 nous a fait renforcer notre activisme et la construction d'un mouvement en ligne.

# LETTRE DE KARIN NANSEN

PRÉSIDENTE DES AMIS DE LA  
TERRE INTERNATIONALE

L'année 2020 s'est caractérisée par de nombreux défis découlant de la pandémie de Covid-19, qui ont exacerbé les crises auxquelles nous faisons face. Mais, en même temps, elle a mis en lumière l'importance vitale du travail stimulant et des solutions réelles des peuples et communautés du monde entier.

Les paysans, dont beaucoup sont des femmes, ont vite pris la responsabilité d'alimenter les gens, et leurs systèmes alimentaires écologiques et diversifiés sont devenus encore plus importants pour nos sociétés. Les marchés de proximité se sont avérés des options véritables pour les populations urbaines, afin d'éviter la spéculation catastrophique des grandes surfaces contrôlées par les sociétés transnationales et les puissantes élites économiques. Les soupes populaires se sont multipliées, organisées et soutenues par la classe ouvrière – syndicats, gens du quartier, organisations féministes – pour nourrir les millions de personnes qui avaient perdu leur travail, et les migrants. Comme toujours, les femmes ont été les premières à répondre à la crise, en assurant non seulement les tâches si nécessaires de responsables de leurs familles et des communautés mais également d'autres types de travail essentiels pour la société, dans les domaines de la santé publique, de l'éducation, de la transformation des aliments et dans d'autres secteurs encore.

En temps de crise, ce qui est le plus important devient évident. Partout dans le monde les gens ont commencé à comprendre une fois de plus que le droit à la nourriture, à l'eau, à l'énergie, à la biodiversité et à un environnement sain, ainsi qu'à des systèmes de santé publique, à des services publics et à la sécurité sociale, sont essentiels pour maintenir la vie. La pandémie et ses énormes répercussions ont rendu plus clair que nos sociétés doivent s'organiser pour pourvoir aux besoins des plus démunis, tout en exigeant l'adoption de politiques publiques centrées sur la vie et qui garantissent la concrétisation des droits. Il est devenu encore plus clair que le néolibéralisme n'accorde pas la priorité à sauver des vies, et qu'une transformation radicale est urgente pour avancer vers la justice

environnementale, sociale, économique et de genre et parvenir à la durabilité de la vie. Ainsi, les réponses qui contribuent à démanteler les systèmes d'exploitation et d'oppression, dont le pouvoir des multinationales qui engendre et aggrave les crises généralisées, se sont avérées cruciales, tout comme les réponses fondées sur la solidarité internationale.

Dans ce contexte si difficile, en 2020 nos profondes racines, nourries par une longue histoire de travail national et local avec des communautés et des mouvements sociaux du monde entier, ont permis aux Amis de la Terre International de s'organiser rapidement et à des niveaux multiples, pour répondre à la pandémie en apportant des solutions structurelles et basées sur la justice, sans cesser de nous occuper des autres crises liées entre elles.

Notre travail aux plans local, national, régional et international a été influencé et renforcé par nos principes communs pour une récupération juste. Ces principes ont été définis par la Fédération en cherchant à comprendre et à analyser ensemble les causes profondes de la crise sanitaire, ses liens avec les autres crises et ses conséquences dévastatrices qui vont au-delà de la perte tragique de vies humaines, ainsi que la manière d'éviter de retourner à ce qui était considéré comme 'normal', en prenant des mesures pour construire la société que nous voulons.

Notre engagement de démanteler le patriarcat est devenu encore plus pressant, car nous avons constaté un accroissement de la violence à l'égard des femmes : dans leurs foyers, coincées avec leurs agresseurs ; dans leurs communautés, lorsqu'elles dirigent des luttes collectives contre le pouvoir des multinationales, contre l'accaparement de terres, la déforestation, les combustibles fossiles, les grands barrages et les mines ; au travail, où leurs activités et leurs corps subissent des conditions d'exploitation ; et institutionnellement, quand leurs droits sont constamment violés.

L'élimination de la division sexuelle du travail et la réorganisation des responsabilités du foyer, qui incombent autant à la société entière qu'à l'État, revêtent un caractère de véritable urgence. La priorité à accorder dans notre programme politique à la lutte contre toutes les formes d'oppression est devenue plus ferme, car nous avons vu à quel point la crise sanitaire et ses conséquences menaçaient la vie des autochtones, des personnes et peuples de couleur, des femmes et des personnes LGBTQ. Avec nos alliés de la Marche mondiale des Femmes et de La Vía Campesina, nous avons pu apprendre les analyses et les principes de l'économie féministe et les intégrer dans notre travail.

La mobilisation dans les rues ou le plaidoyer face à face sont devenus difficiles, mais au moyen de webinaires et de rencontres stratégiques avec nos

alliés, de la mobilisation et la participation en ligne et de la surveillance des négociations internationales, nos programmes internationaux ont réussi à transmettre une forte critique contre les solutions fausses proposées pour continuer à fonctionner comme toujours sous un vernis écologiste, et à attaquer la mainmise des multinationales sur la prise de décisions. Avec nos alliés, nous nous sommes mobilisés au plan international contre les violations des droits humains commises par les sociétés transnationales, contre leur impunité, et contre les privilèges excessifs dont elles jouissent par le biais du libre-échange, des accords d'investissement et des sauvetages d'entreprise.

Surtout, nous avons continué à avancer dans notre programme pour le changement du système. Nous avons fait de gros progrès en proposant des moyens de favoriser les solutions émancipatrices et systémiques des peuples et les propositions de mesures claires visant à rendre possibles la gestion communautaire des forêts, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, la justice économique, la justice climatique et une transition juste. Grâce à un dialogue enrichissant avec nos alliés, aussi bien nos régions que nos programmes ont pu avancer vers une formulation féministe de la transition juste.

Nous avons renforcé la solidarité internationaliste dans notre Fédération ; nos organisations membres et nos régions ont uni leurs forces pour entreprendre des actions solidaires et pour résister à l'avancée de la droite et des multinationales, qui a lieu à tant d'endroits du monde, contre les peuples et l'environnement.

Nous avons vu, une fois de plus, qu'un système structuré autour de l'oppression et de l'exploitation fera n'importe quoi pour étouffer les voix de ceux qui dirigent des luttes collectives contre le racisme institutionnel et contre la destruction et l'accaparement de leurs territoires.

Nous avons dénoncé le meurtre de Jehry Rivera, leader autochtone du peuple Naso Bröran du Costa Rica. Jehry défendait l'autonomie des populations autochtones contre les usurpateurs de terres et contre les projets d'extraction, comme celui du barrage hydroélectrique d'El Diquis qui perturbait directement la vie de sa communauté.

Nous avons condamné les meurtres de George Floyd, Breonna Taylor, Tony McDade et Ahmaud Arbery, ainsi que les meurtres et la violence systématique à l'égard des personnes noires, qui sévit aux États-Unis avec l'approbation de l'État. Nous avons montré notre solidarité et nous avons uni nos forces pour dénoncer le racisme et l'oppression institutionnalisés.

Nous avons condamné également l'assassinat de Mama Fikile Ntshangase en Afrique du Sud. En tant que membre de l'Organisation de la communauté Mfolozi pour la justice environnementale (MCEJO), elle faisait entendre ses inquiétudes au sujet des opérations de la mine de charbon de Tendele. Nous affirmons notre solidarité envers sa famille et toute la communauté de Somkele qui réclament justice, pour que les auteurs intellectuels et matériels de ce crime ignoble ne restent pas impunis.

Notre lutte continue, et de grands défis nous attendent sans doute. Mais notre structure décentralisée et démocratique unique en son genre nous permet d'être bien enracinés dans les luttes locales et de nous rassembler à l'échelon international, car nous avons en commun un engagement profond à la justice. Les analyses politiques et le programme que nous avons en commun, au sein des Amis de la Terre International mais aussi avec d'autres mouvements sociaux et organisations, constituent une base solide pour accroître la convergence vers le renforcement du pouvoir des peuples, des solutions réelles des peuples et de la solidarité internationaliste, pendant que nous faisons face aux systèmes d'oppression et d'exploitation qui sont à l'origine des crises généralisées.

Nous apprécions énormément votre soutien permanent, qui est fondamental pour notre lutte et pour parvenir à une transformation radicale de nos sociétés, sur la base de la justice.

**Solidairement**  
**Karin Nansen, Uruguay,**  
**Présidente des Amis**  
**de la Terre International**



## TABLE DES MATIÈRES

Lettre de la Présidente des Amis de la Terre International	4	L'intégration de la justice de genre	28
COVID-19 – Rapport de tous les programmes	6	Le système de solidarité internationaliste	30
Justice climatique et énergie	12	Questions transversales et points forts dans les régions	32
Justice économique et résistance au néolibéralisme	16	Finances	38
Souveraineté alimentaire	20	Le comité exécutif	39
Forêts et biodiversité	24	Groupes membres	40

COVID-19

## ÉLEVER NOTRE VOIX EN TEMPS DE PANDÉMIE

Tous les habitants de la planète ont été touchés par la crise de la Covid-19, mais de manières différentes. La Covid-19 nous a fait renforcer notre activisme et la construction d'un mouvement en ligne. De même, nous avons lutté contre le sauvetage de grandes sociétés pétrolières et aéronautiques, en formulant des politiques claires pour une reprise juste. Nous résumons ci-dessous la réponse de notre Fédération à la Covid-19, en montrant les répercussions de la pandémie sur notre travail et comment nous avons abordé de front les défis dans tous les domaines de travail et dans toutes les régions.

La communauté Taboli-Manobo de Mindanao, dans le sud des Philippines. La plantation industrielle de café qui empiète sur leur domaine ancestral rend encore plus difficile de faire face à la pandémie.

### Q : COMMENT AVONS-NOUS PRIS SOIN DE NOTRE FÉDÉRATION PENDANT LA PANDÉMIE ?

« Bien que l'année ait été compliquée et fatigante, nous avons pu changer notre manière de travailler et de nous organiser », rapportent les Amis de la Terre Asie-Pacifique, résumant ainsi le point de vue de toute la Fédération d'Amis de la Terre.

Lorsque le confinement s'est répandu partout dans le monde, la plupart des activités ont été reprises en ligne, allant des cours de formation à des activités aussi importantes que les ateliers des Écoles de durabilité et les AGA. Pour les organisations membres dont le travail est basé sur la mobilisation des communautés pour prendre des mesures collectives, il s'agissait d'un changement radical qui nécessitait de nouvelles applications et méthodes de travail, des études et des versions pilotes, ainsi que des subventions pour soutenir ceux qui en avaient le plus besoin.

Notre groupe pour le bien-être a été créé en mars et il a continué à fonctionner en 2021. Nous avons organisé une enquête sur les effets de la Covid-19 sur les organisations membres, nous avons réussi à accorder des subventions d'urgence et nous avons organisé une activité de solidarité qui a été bien accueillie, et un atelier sur le bien-être.

Les réponses de 37 organisations membres à notre enquête en ligne (du 20 mars au 19 avril) a montré que toutes s'étaient heurtées à une multiplication considérable des problèmes liés au travail en ligne, dont :

**La recherche d'outils en ligne et la formation à leur utilisation pour les vidéoconférences et la communication.** Avec 90% de nos membres travaillant en ligne ou de chez eux, nous avons organisé trois webinaires (en anglais et en espagnol) pour faciliter le travail à distance en équipe et le bien-être, et pour échanger des conseils sur la manière de mieux s'organiser et de créer des espaces inclusifs en ligne. Nous avons eu également une séance ouverte pour toutes les organisations membres en décembre, afin de raconter des histoires d'espoir, de solidarité et d'inspiration.

**Le fait de rester à la maison a impliqué une augmentation des responsabilités au foyer (à l'égard des enfants et des autres membres de la famille) pour beaucoup de membres du personnel et pour les principaux bénévoles, dont la plupart sont des femmes, du fait du rôle de responsables du foyer que la société leur a attribué.** Beaucoup d'organisations membres y ont réagi en devenant plus flexibles ; elles ont souvent accepté de réduire l'horaire ou la charge de travail sans modifier le salaire.

**Le confinement obligatoire avec la famille ou des amis, la perte d'emplois ou le fait d'avoir contracté le virus, ainsi que, dans certains pays, la difficulté**

« Cinq ans [après l'Accord de Paris], notre monde croule sous des inégalités toujours plus marquées, des crises plus profondes associées à un taux de chômage croissant, des projets d'exploitation de combustibles fossiles et des plans de sauvetage des entreprises les plus polluantes — sans parler de la pandémie de COVID-19. La cause profonde de ces différentes crises interdépendantes est une seule : un capitalisme de l'extractivisme et du profit. Nous exigeons un changement de système, des systèmes d'énergie renouvelable qui appartiennent aux communautés locales, et des droits pour les peuples autochtones et les populations en première ligne, afin que ces personnes puissent continuer à protéger les écosystèmes qui nous nourrissent et qui nourrissent la planète. »

dipti Bhatnagar, coordinatrice internationale du programme Justice climatique et Énergie, décembre 2020 (voir p. 12, JCE). <https://www.foei.org/fr/actualites/cinq-ans-anniversaire-accord-paris-climat>

**d'accès à des soins de santé, ont eu divers effets sur le personnel et les bénévoles, dont une diminution de la motivation et des problèmes psychologiques.** Quelques membres ont organisé des tests du personnel, individuels ou collectifs, et des systèmes d'accompagnement. Certains ont fourni du matériel de protection et du désinfectant le cas échéant. Nous avons fourni des matériels de communication, dont des vidéos et des articles, pour montrer nos solutions en vue d'un changement de système après la crise.

**Les incertitudes financières.** Quelques membres sont en train de mettre en place de nouvelles stratégies de financement, à mesure que nous adaptions les plans de subventionnement ou que nous risquons de perdre des dons du public. De même, nous avons distribué des fonds d'urgence à des organisations membres et à des communautés pour contribuer à l'aide humanitaire (produits sanitaires, moyens de subsistance et assistance à l'enfance), surtout à celles qui travaillent avec les défenseurs des droits humains pour créer une solidarité internationale (voir p. 30).

**Le besoin de s'occuper de la sécurité et de la connectivité numérique.** Après les conseils sur la sécurité numérique et l'enquête menée sur 83 personnes au mois de mai, nous avons trouvé que 30 personnes avaient encore des problèmes concernant l'internet. Nous y avons répondu en accordant des subventions à 18 personnes assurant des fonctions régionales ou internationales, pour les aider à résoudre les problèmes de connectivité.



Au Togo, la souveraineté alimentaire et les cuisines solidaires ont permis aux communautés de subvenir à leurs besoins pendant la pandémie de Covid-19.

© Amis de la Terre Togo

Les visiteurs de [www.foei.org](http://www.foei.org) en 2020 venaient de **225** pays (de 142 pays en 2019)

## Q : COMMENT LA COVID-19 A-T-ELLE INFLUÉ SUR NOS CAMPAGNES ?

Notre vision d'une reprise juste après la pandémie de Covid-19 est fondée sur la justice environnementale, sociale, de genre et économique. En puisant dans nos réseaux, nous avons prédit correctement que les plus durement touchés seraient les travailleuses et travailleurs ruraux et urbains, les peuples autochtones, les femmes, les victimes de racisme, les migrant-e-s, les personnes qui habitent des zones de guerre ou de conflits, la population LGBTQ, les habitants des pays soumis à des blocus économiques. Notre réponse a consisté à améliorer nos activités inter-programmes pour que toutes les régions et la Fédération travaillent sur une reprise juste après la pandémie, afin d'aider le monde à avancer vers un changement de système.

Nous avons dit clairement que l'actuel système économique et politique, qui fait passer les profits avant les droits des peuples et l'environnement, a aggravé la pandémie de Covid-19. Nous avons montré que le néolibéralisme et la financiarisation de la nature font obstacle à l'adoption de mesures structurelles, ce qui aggrave à son tour la crise sanitaire mondiale. Quelques exemples :

- L'affaiblissement des systèmes de santé publique et de sécurité sociale, et des services publics en général (voir p. 16, JERN).
- Le démantèlement des droits des travailleurs de la flexibilisation du travail (voir le traité Mercosur-UE, p. 16, JERN) et de la souveraineté alimentaire (voir p. 20, SA).
- L'exploitation accrue du travail des femmes (voir p. 9, Reprise juste – p. 12, JCE, et p. 28, JGDP).
- La manière dont le néolibéralisme augmente le pouvoir et les privilèges des sociétés transnationales, tout en réduisant le rôle et la position de l'État (voir Résister au TRIPS, p. 16, JERN, Souveraineté alimentaire p. 20, et le cadre pour après 2020, p. 24, F&B).

Nous avons été l'auteur principal de la plus large évaluation populaire de la Covid-19 et des systèmes

alimentaires, en rassemblant les voix de millions de petits producteurs d'aliments, de travailleurs, de consommateurs, de femmes et de jeunes représentés par les organisations qui participent au Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC), pour réclamer au Comité de l'ONU sur la sécurité

alimentaire mondiale (CSA) la coordination d'une réponse mondiale juste et fondée sur les droits humains à la crise de la Covid-19 et aux problèmes structurels du système alimentaire. Ce rapport a été publié en octobre. Voir d'autres activités sur la souveraineté alimentaire en p. 20.

La pandémie, qui s'est accompagnée de nombreuses pratiques non démocratiques et d'une aggravation de la pauvreté et de la violence, a révélé les inégalités présentes dans le monde entier.

Dans tous les pays, le confinement a porté atteinte aux petites entreprises, à l'agriculture, au commerce informel et aux transports. Le résultat : le prix des aliments est monté en flèche, tandis que des millions d'emplois et de sources de revenus disparaissaient.

Les Amis de la Terre Afrique signalent qu'ils ont été témoins d'abus de pouvoir et d'une plus forte militarisation dans plusieurs pays, d'abus commis par la police, et de réponses inefficaces et incohérentes des gouvernements à la crise sanitaire et à l'aggravation de la crise socio-économique. À l'échelon mondial, certaines mesures gouvernementales pour faire face à la Covid-19 ont entraîné des attaques aux libertés civiques et des accaparements de terres qui ont laissé vulnérables les défenseurs de l'environnement (voir davantage d'information sur notre système de solidarité internationaliste en p. 30).

Nos membres ont rapporté un accroissement brutal de la violence basée sur le genre, surtout au foyer, et qu'il s'est accompagné d'exigences supplémentaires en ce qui concerne les responsabilités familiales et la survie dans des circonstances extrêmes. La pandémie a montré l'importance cruciale des tâches assurées par les femmes pour la durabilité de la vie dans nos familles, communautés et sociétés, et pour la défense de nos territoires.

Nous avons mis au clair que la 'reprise' ne signifie pas un retour à la 'normalité d'avant'. Le moment est venu de donner la priorité à la durabilité de la vie, aux droits des peuples et à la protection des moyens d'existence et de la planète. En août 2020 nous avons proposé quatre principes pour une **reprise juste**,

- 1 Abandonner le néolibéralisme et les mesures d'austérité et mettre en place sans délai des politiques et des mesures basées sur la justice et respectueuses des limites écologiques.

- 2 Les mesures de reprise devraient être fondées sur la coopération multilatérale et la solidarité internationaliste, et intensifier cette coopération et cette solidarité.
- 3 Renforcer la démocratie et protéger les droits humains et les droits des peuples.
- 4 Les gouvernements doivent répondre à toutes les crises – de la pandémie, des inégalités, du climat, de l'alimentation, de la biodiversité et des soins – et s'attaquer à leurs causes profondes, en adhérant à un programme pour un changement transformateur du système.

Cette analyse politique, collective et solide, a aidé la plupart des organisations d'Amis de la Terre à avoir une vision commune de la crise de la Covid-19 et à plaider pour une reprise juste aux échelons national et local. Ensemble, les mouvements progressistes et écologistes ont contribué à faire inclure la reprise 'juste' dans l'ordre du jour mondial. Beaucoup de programmes nationaux politiques et publics ont parlé de reprise 'juste' en tant que cadre pour répondre à la Covid-19. Par exemple, le secrétaire général de l'ONU, le président de la Chine, la CNUCED et les gouvernements de beaucoup de villes et régions ont mentionné ou réclamé une reprise 'juste' ou 'verte', bien que le Forum économique mondial se serve du terme 'juste' pour ses propres (et fausses) solutions. Cependant, un bon nombre de discours et de politiques sur une soi-disant 'reprise juste' ne contiennent qu'une poignée d'éléments de ce que les Amis de la Terre International considèrent comme une reprise juste, capable de créer des sociétés durables.

## Q : COMMENT AVONS-NOUS FONCTIONNÉ FACE AUX DIFFICULTÉS ET AUX RISQUES POSÉS PAR LA COVID-19 ?

De nombreuses rencontres internationales, dont les CdP de l'ONU sur le climat et la biodiversité, ont été rapportées à 2021, puisque seuls les voyages indispensables étaient autorisés. Beaucoup de pays ont interdit les réunions de plus de trois à dix personnes après l'adoption de lois sur la distanciation sociale ou la déclaration de l'état d'urgence, ce qui a empêché les événements publics, les manifestations et les déplacements internationaux.

Il est devenu impossible de se réunir avec des autorités gouvernementales, et la défense de la justice environnementale est devenue plus difficile.

Nous avons constaté que les organisations avaient encore plus de mal à défendre la justice environnementale et les droits des peuples autochtones et communautés locales, et à protéger l'environnement. Cela nous a conduits à accorder des subventions Covid-19 à la Géorgie, au Honduras, à la Palestine et au Sri Lanka (voir davantage d'information sur Forêts et biodiversité en p. 24).

En même temps, il y a eu une explosion de soutien pour les projets de solidarité et communautaires. Beaucoup d'organisations d'Amis de la Terre et de militants travaillent directement sur ces projets avec des alliés des secteurs paysans, sociaux ou communautaires. Nous avons soutenu aussi des travailleurs des services publics et surtout des services sanitaires.

Les campagnes ayant été suspendues ou reportées, nos organisations ont montré que la crise de la Covid-19, comme les autres crises auxquelles la Terre est confrontée, est un avertissement sur le besoin d'un programme de reprise juste et durable. Beaucoup ont mis en route de nouvelles campagnes :

- Contre certaines politiques gouvernementales pour répondre à la pandémie (voir davantage d'information sur les droits en p. 24, F&B).
- Pour dénoncer les cas de mesures autoritaires (voir p. 30, SSI).
- Pour surveiller les gouvernements et les multinationales qui profitent de la crise pour faire des bénéfices (voir tous les programmes).
- Pour exiger qu'aucun sauvetage gouvernemental ne soit accordé à des entreprises polluantes (voir p. 12, JCE, et p. 24, F&B).
- Pour exiger que tous les fonds gouvernementaux alloués à la reprise soient affectés à une reprise juste et durable, celle que nous préconisons (voir p. 12, JCE).

Nous avons besoin d'une nouvelle économie, qui fonctionne pour les peuples et la planète, et qui intègre une perspective féministe. Quand la pandémie a secoué le monde, vous avons établi un groupe de travail politique auquel participent tous nos organes internationaux pour faire une analyse politique, profonde et cohérente de la Fédération en ce qui concerne la crise, son contexte et ses répercussions – dont l'aggravation des dangers pour la justice environnementale, sociale, économique et de genre – et le pouvoir et la souveraineté des peuples, ainsi que les changements politiques nécessaires d'urgence pour s'attaquer à ces problèmes.



La Marche mondiale des Femmes met en œuvre une action de solidarité pour la distribution d'aliments.

© World March of Women

En plus de réclamer un changement de système, nous avons consacré notre temps en ligne à bâtir des partenariats plus forts pour nos campagnes :

- 1 Avec 258 partenaires internationaux et régionaux, le 17 avril nous avons envoyé une lettre ouverte à tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les exhortant à arrêter toutes les négociations de traités de commerce et d'investissement pendant la crise de la Covid-19. « La **première et seule priorité** pour les négociateurs commerciaux à l'heure actuelle devrait être de supprimer tous les obstacles, [...] qui empêchent un accès rapide et abordable aux fournitures médicales ». (*Pour en savoir plus sur le travail du programme Justice économique et résistance au néolibéralisme voir p. 16.*)
- 2 Notre lettre aux ministres de l'Agriculture du G20 (21 avril) a mis au clair que les mesures contre la Covid-19 doivent garantir les droits humains et construire le système alimentaire résilient et durable dont on a tellement besoin. Même avant la pandémie, 820 millions de femmes et d'hommes souffraient de faim chronique, et 2 milliards étaient en situation d'insécurité alimentaire. (*Pour en savoir plus sur le travail du programme Souveraineté alimentaire voir p. 20.*)
- 3 Avec plus de 600 organisations de la société civile, en octobre nous avons réclamé que le système de Règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), peu connu mais qui figure dans beaucoup de traités de commerce, soit suspendu pour empêcher les entreprises de profiter de la pandémie. Nous avons dit que les deniers publics devraient servir à sauver des vies, plutôt qu'à payer des milliards en dédommagements. Nos trois demandes étaient les suivantes :
  - suspendre tous les procès ISDS en cours pendant la durée de la pandémie ;
  - résilier tous les accords existants qui incluent l'ISDS ;
  - ne plus signer à l'avenir des accords qui incluent l'ISDS. (*Davantage d'information sur le travail du programme Justice économique et résistance au néolibéralisme en p. 16*)
- 4 Un webinaire organisé le 30 juin avec nos alliés la Marche mondiale des Femmes et le Réseau latino-américain des femmes qui transforment l'économie (REMTE) a rassemblé 100 personnes d'au moins 17 pays autour du thème « Économie féministe et environnementalisme pour une reprise juste et équitable : perspectives du Sud ». La discussion a porté sur des solutions concernant une plus forte convergence des mouvements sociaux, la solidarité internationaliste, et l'établissement de la souveraineté alimentaire au moyen de l'agroécologie. La transcription a été publiée en novembre en anglais, espagnol et portugais. (*Voir*



Dans tout l'Uruguay, les soupes populaires se sont multipliées en réponse solidaire à l'une des conséquences les plus visibles de la Covid-19 : la faim. Le soutien des agriculteurs est essentiel pour que ces cuisines communautaires continuent de fonctionner.

*p. 28 pour en savoir plus sur le travail du programme Justice de genre et démantèlement du patriarcat.)*

- 5 « Le féminisme en première ligne : Covid-19, la crise des soins et notre réponse » : tel a été le thème des discussions internationales tenues en août avec des organisations membres et les analyses de la Marche mondiale des femmes. En raison du confinement obligatoire, les enfants, les adolescents, les femmes et les personnes LGBTQ ont subi davantage de violence patriarcale, car ils passaient plus de temps à la maison avec leurs agresseurs. Même avant la pandémie, une femme sur trois a subi au cours de sa vie des violences sexuelles ou physiques, principalement de la part de son partenaire ou ancien partenaire, mais la pandémie a intensifié la violence à l'égard des femmes et des filles. À cela s'ajoute le manque de refuges et d'autres services d'assistance aux survivantes, ainsi que l'absence d'investissement de l'État dans des politiques publiques de prévention. Parmi les propositions principales faites lors des réunions figurent les suivantes : continuer de faire pression pour l'adoption de politiques publiques visant à prévenir la violence et à soutenir les survivantes, et renforcer nos actions pour la justice de genre au sein de la Fédération en alliance avec des mouvements féministes et autres, pour la prévention de la violence et le démantèlement des relations de pouvoir patriarcales. Patricia Gonçalves, des Amis de la Terre Brésil, a dit : « Nous devons construire des solutions anti-patriarcales, antiracistes et anticapitalistes, basées sur une perspective communautaire et sur des relations féministes. » (*Voir p. 28 pour en savoir plus sur le travail du programme Justice de genre et démantèlement du patriarcat.*)
- 6 L'importance de la solidarité internationaliste est devenue évidente en 2020. Pour accompagner le lancement de nos principes pour une reprise juste, la présidente des Amis de la Terre International, Karin Nansen, a déclaré notre solidarité avec les personnes touchées par la crise du coronavirus, et en particulier avec celles qui étaient déjà victimes de l'inégalité et de l'oppression, dans un message vidéo diffusé en mai. (*Voir p. 30 pour en savoir plus sur le Système de solidarité internationaliste.*)

## REAL WORLD RADIO

Notre Real World Radio (radio monde réel) est devenue un endroit important pour échanger des informations sur la Covid-19, et pour discuter des réponses solidaires mondiales et de la marche à suivre pour une reprise juste.

Trois émissions spéciales – enregistrées en anglais, espagnol et français – ont signalé les répercussions que la Covid-19 et les réponses gouvernementales à la pandémie ont eues sur les peuples et les territoires. Les participants des organisations d'Amis de la Terre et des communautés de base ont discuté du thème.

« Covid-19 : le chemin des peuples, de la crise à la reprise » : comment la pandémie a aggravé les crises en matière de santé, d'alimentation, de moyens d'existence et d'environnement, et les différents effets qu'elle a eus sur les gens en fonction de leur classe, leur genre et leur région. La discussion a porté aussi sur les manières dont les personnes prennent soin les unes des autres au niveau local.

Les participants ont mis le doigt sur le rôle de la perte de biodiversité et du système alimentaire dans la création de conditions favorables au virus. Mais ils ont également souligné que nous devons nous attaquer aussi aux injustices sous-jacentes et aux échecs institutionnels d'ordre politique et économique si nous voulons que le monde futur soit meilleur.

« C'est à cause de ce système que nous avons une pandémie », a dit Perla Alvarez de CLOC – Vía Campesina Paraguay, pendant l'émission en espagnol.



Formation web pour des femmes autochtones des Philippines pendant la pandémie de Covid-19.

« C'est un système qui ne répond pas aux besoins des êtres humains et de l'environnement. »

Le saccage des écosystèmes par l'expansion de l'agro-industrie, de l'agriculture industrielle, des mines, des activités pétrolières et des grands barrages a continué en dépit des avertissements réitérés sur les risques que cela comporte. Comme l'a dit Tchenna Masso, du Mouvement des peuples victimes des barrages du Brésil (MAB), « Le système n'offre aucune solution. Ce que nous devons repenser c'est le mode de production. »

Le recentrage de l'économie sur le bien commun a été considéré comme essentiel. Dans l'émission en français, Juliette Renaud, d'Amis de la Terre France, a dit que le moment est arrivé de démanteler les privilèges dont jouissent les sociétés transnationales et, « en particulier, le mécanisme pour le règlement des différends, l'ISDS. »

Dans l'émission en anglais, les participants ont expliqué comment ils avaient mené en ligne leurs activités écologistes et éducatives, en entraînant à leur suite les militants et les communautés locales au moyen de séances de formation et un ensemble d'outils.

Bien des chemins à emprunter pour une reprise juste dont on a parlé dans les émissions sont fondés sur le travail que les Amis de la Terre, leurs alliés et les communautés sont en train de faire depuis longtemps avant la pandémie.

Meena Raman, des Amis de la Terre Malaisie, a mentionné les résultats de notre militance pour la justice climatique et l'environnement. « Beaucoup d'entre nous ont poussé leurs gouvernements à faire ce qu'il faut : plutôt que de renflouer les multinationales, aider les secteurs les plus pauvres de la société, faire en sorte que les gens soient capables d'assurer leur subsistance. Nous les avons poussés à reconnaître les solutions écologiquement durables dont nous parlons depuis très longtemps. Les options que les Amis de la Terre International et leurs membres du monde entier ont défendues dans tous les aspects de l'économie et de notre vie. »

### QUELQUES COMMENTAIRES DE L'AUDIENCE DE RMR

« Nous sommes des fans de Real World Radio, qui est pour nous une référence très importante de la communication populaire et internationaliste. »

**Helena Zelic, Marche mondiale des Femmes**

« Nous souhaitons remercier les camarades de Real World Radio de leur contribution à la production de [l'émission] Voz Campesina. »

**CLOC–Vía Campesina, Rapport annuel 2020.**

« Nous voulons vous présenter nos félicitations pour le travail que vous faites à la radio au service des citoyens. » **Olmedo Carrasquilla, de Radio Temblor, Colectivo Voces Ecológicas du Panama.**

Real World Radio  
– émission en anglais  
et en espagnol

**58 718 VISITEURS**

(32 063 en 2019)

**DE 174 PAYS**

(73 en 2019)

Programme Justice  
climatique & énergie  
Les faits marquants des  
programmes en 2020

## LE POUVOIR D'UNE REPRISE JUSTE

Des femmes de  
la communauté  
montrent les  
panneaux solaires  
installés dans le  
bâtiment du syndicat  
de Banishanta,  
qui permettront  
d'électrifier leur village  
du Sundarbans, au  
Bangladesh.

© Luka Tomac / Amis de la Terre International

Notre programme Justice climatique  
& énergie vise à :

- accroître la mobilisation autour de l'urgence planétaire et la justice climatique,
- affaiblir le secteur de l'énergie polluante en arrêtant des projets énergétiques nuisibles,
- être reconnus comme des leaders dans la quête d'un système énergétique populaire et juste.

## LA REPRISE JUSTE

Bien que la pandémie ait rendu difficile de se mobiliser dans les rues, de voyager ou de plaider face à face, nous avons réussi à avoir de l'impact, surtout en associant la crise de la Covid-19 à celle du climat et aux autres crises auxquelles la Terre est confrontée. En août nous avons pu présenter nos quatre principes pour une reprise juste (*voir p. 9*), et aider les Amis de la Terre d'El Salvador, du Costa Rica et du Ghana à défendre la reprise juste de la crise de Covid-19 au niveau politique national. Nous avons eu plus de 50 réunions internes en ligne, webinaires et échanges d'information concernant la Covid-19 et la reprise juste. Plus de 40 organisations de toute la Fédération ont participé à ces activités, où l'on a analysé le nouveau contexte sanitaire, développé des positions politiques et des stratégies pour influencer les gouvernements et sur leur discours. Avec le programme Justice économique et résistance au néolibéralisme nous avons accru le soutien du programme pour une reprise juste au sein de nos principales alliances mondiales, dont la Campagne pour réclamer la justice climatique. Notre présidente, Karin Nansen, a été invitée à participer, avec l'économiste principal de la CNUCED, à un panel sur le Nouveau pacte vert mondial, organisé par le TNI. Les Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes ont organisé avec La Jornada Continental une conférence en ligne sur la récupération des peuples après la pandémie ; plus de 2 000 personnes de 8 pays y ont assisté. En plus, en novembre nous avons parlé au webinaire sur le Nouveau pacte vert mondial, auquel ont participé plus de 300 personnes.

## CONTRE LES FAUSSES SOLUTIONS

En 2020 nous nous sommes attaqués au problème grandissant des fausses solutions de la crise climatique. À partir de notre travail contre le marché du carbone à la CdP25 à Madrid, nous avons travaillé avec nos alliés contre le système de la compensation d'émissions. Notre rapport Un saut dans l'inconnu : les dangers de la bioénergie avec captage et stockage du carbone prévient que cette proposition non testée distrait l'attention des actions qui s'avèrent urgentes en matière de climat. Une publication produite avec nos alliés en a révélé les dangers : Zéro pas net. Comment les objectifs à « zéro émission nette » dissimulent l'inaction politique. En outre, nous avons travaillé avec nos alliés à un nouveau rapport, À la poursuite de chimères carbonées. Les concepts trompeurs de 'marchés du carbone' et de 'zéro émission nette', qui serait lancé en 2021. Nous avons conduit un webinaire pour dénoncer les fausses solutions, dont la géo-ingénierie, lors de la rencontre 'From the Ground Up' organisée en novembre par la coalition sur la CdP26. Plus de 400 personnes y ont participé, et elle a eu plus de 1 000 vues.

Notre travail contre le 'zéro net' est en train d'avoir de l'impact chez les principales ONG, ce qui est très important pour pouvoir bâtir une opposition forte qui exige aux gouvernements d'abandonner cette idée, et pour dénoncer les multinationales.

## LA MOBILISATION POUR LA CRISE CLIMATIQUE

Pendant que les crises économique et sanitaire accaparaient les manchettes, la crise climatique s'accélérait. Nous

« La feuille de route pour responsabiliser les grands pollueurs est un outil dont nous pouvons nous servir pour demander des comptes aux responsables de la crise climatique et pour les faire payer. Elle jette également les bases d'un changement de système qui vise à réduire le pouvoir des entreprises et à assurer la disponibilité de ressources pour opérer la transformation juste qui nous est si nécessaire. »

Sara Shaw, coordinatrice du programme Justice climatique & énergie des Amis de la Terre International, citée dans Energy Live News. Inauguré en septembre avec l'alliance Faisons payer les grands pollueurs, le site <https://liabilityroadmap.org/francais> a eu des visiteurs de 99 pays, les hashtags ont été vus plus de 7,8 millions de fois, et des gens et des organisations de tous les continents sauf l'Antarctique ont participé au lancement, ce qui a représenté 77 millions de personnes.



© Pengon  
Les Amis de la Terre Palestine – Pengon ont mis en œuvre des projets d'énergie renouvelable. Les ventilateurs à l'énergie solaire soulagent de la chaleur ambiante.

avons pu répondre aux événements au moyen d'interviews dans les médias et les réseaux sociaux, en commençant en janvier par [les feux de brousse en Australie](#) et [les inondations en Indonésie](#), et en continuant par les

grèves des jeunes pour le climat le 24 avril. D'autre part, nous avons soutenu les Amis de la Terre Pays-Bas, Suède et Norvège dans leurs procès climatiques, et codirigé en juin une forte mobilisation en ligne pour soutenir la lutte de [JA! Amis de la Terre Mozambique](#) contre le gaz et les violations des droits humains. De même, nous avons contribué au lancement d'un [rapport](#) de nos alliés sur l'équité et la justice climatique dans une suppression progressive et coordonnée des combustibles fossiles. Nous avons fait un exposé sur la justice climatique au campement d'été en ligne des Jeunes Amis de la Terre Europe, et à l'École de durabilité d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine et Caraïbes, en novembre ([voir p. 35](#)).

Nous avons participé au nouveau Groupe africain pour la justice climatique, qui a lancé cette année un site web où figure la [Déclaration de l'Afrique sur la Covid-19 et la justice climatique](#).

Bien que la CdP26 à Glasgow ait été reportée à 2021, nous avons participé aux activités de logistique, de mobilisation et de communication avec les Amis de la Terre Écosse, Angleterre, Pays de Galles et Irlande du

Nord et avec les Amis de la Terre Europe pendant toute l'année 2020, et en février nous avons dirigé des sessions sur la CdP26 lors de la réunion de Fossil Free Europe.

## LA LUTTE CONTRE LES GRANDS POLLUEURS ET LES LITIGES CLIMATIQUES

Nous avons collaboré activement avec les Amis de la Terre Pays-Bas pendant les audiences tenues à La Haye en décembre concernant leur procès historique sur le climat, où des milliers de co-plaignants et de sympathisants du monde entier ont exigé que Shell arrête de détruire le climat. Le tribunal doit se prononcer en mai 2021, mais l'affaire a eu une énorme répercussion médiatique internationale, où de nombreux journalistes ont dénoncé que Shell était en train d'entraver la suppression graduelle des combustibles fossiles. Bien d'autres organisations membres ont reçu notre aide à leur travail contre l'énergie polluante :

- Le Togo a réussi à freiner l'initiative d'accroître l'extraction de pétrole offshore pendant une année supplémentaire et a aidé les communautés à comprendre cette lutte.
- Madre Tierra – Amis de la Terre Honduras a continué à combattre l'hydro-électricité destructrice dans la région de Lenca. L'année 2020 a été difficile en raison de la répression continue sous prétexte de la Covid-19. Grâce aux activités de politisation et de formation de Madre Tierra et de ses alliés, le CILR (Conseil indigène lenca de Reitoca) a réussi à maintenir la résistance communautaire contre le projet hydroélectrique, qui reste bloqué.
- JA! Amis de la Terre Mozambique a joué un rôle primordial dans la lutte contre l'extraction de gaz dans le pays. À ce sujet, [nous avons publié un rapport avec JA! et Amis de la Terre France](#) en juin 2020.
- Nous avons été présents au symposium des Amis de la Terre Japon sur la justice climatique, pour soutenir la population touchée par la centrale électrique au charbon de Yokosuka. Les activités ont inclus la [réalisation d'un court métrage](#),

« La population de Cabo Delgado souffre non seulement à cause des énormes projets de GNL et des attaques de groupes armés, mais à cause également de la décision que le gouvernement semble avoir prise de faire passer les intérêts privés avant le bien-être public. »

Anabela Lemos, Ja! Amis de la Terre Mozambique  
Publié par Aljazeera le 7 mars 2021.



© Hanase Takahashi – Amis de la Terre Japon

En 2020, nous nous sommes attaqués au problème croissant des fausses solutions de la crise climatique. À partir de notre travail contre les marchés du carbone pendant la CdP 25 à Madrid, nous avons travaillé avec nos alliés contre le système des compensations.



© James Oatway pour CER

Des militants de Earthlife Africa manifestent devant le tribunal pendant l'audience du premier procès concernant la centrale électrique au charbon de Thabametsi, en mars 2017.

l'organisation d'un atelier sur la justice de genre et une réunion à la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) pour demander qu'elle ne finance pas l'exploitation du gaz au Mozambique.

- La centrale au charbon de Thabametsi a finalement été annulée grâce à Groundwork – Amis de la Terre Afrique du Sud et à ses alliés.
- Les Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord ont travaillé avec les communautés locales pour [empêcher la construction à Druridge Bay](#) d'une mine de charbon à ciel ouvert et celle d'une troisième piste à Heathrow (la campagne a remporté une victoire en février 2020, mais ce résultat a été annulé plus tard). Avec eux, nous allons intensifier nos activités de poursuite en justice dans toute la Fédération.
- Fin 2020, le gouvernement britannique a annoncé qu'il cesserait de financer les combustibles fossiles, grâce au travail des Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord et de leurs alliés.

## LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

La transition juste vers un système énergétique non polluant et appartenant à la communauté est un élément crucial de notre travail sur la justice climatique

et l'énergie. Le travail sur la transition juste écoféministe africaine a continué en ligne, ainsi que les ateliers sur une transition juste et féministe (qui devaient avoir lieu en Argentine), au moyen de webinaires dans trois régions, en octobre et novembre. ([Voir p. 28, JGDP](#)). Nous avons participé en septembre à l'organisation du débat public sur les [Cadres féministes pour la justice climatique mondiale](#), ainsi qu'à celle d'une session sur la justice de genre et la transition juste chez From the Ground Up en novembre ; nous avons parlé à un [webinaire de l'UNRISD](#) et nous avons rejoint PENGON – Amis de la Terre Palestine pour parler de l'énergie renouvelable et de la justice de genre lors d'une table ronde organisée par l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels.

Notre nouvelle brochure, [10 revendications pour une refonte du système énergétique](#), qui résume notre publication [À nous la souveraineté énergétique, tout de suite !](#), a été bien accueillie dans les webinaires et les forums sur la reprise juste car elle présente des solutions réelles plutôt que les solutions fausses des grandes entreprises.

Nous avons continué de soutenir financièrement le bon travail que fait PENGON – Amis de la Terre Palestine sur l'énergie et sur l'autonomisation des femmes, et nous nous sommes réjouis que l'organisation ait été nommée pour le Prix des Villes transformatrices.



**Programme Justice économique et résistance au néolibéralisme**  
Les faits marquants des programmes en 2020

## LA RÉSISTANCE AU POUVOIR DES MULTINATIONALES EN TEMPS DE PANDÉMIE

Le 22 août 2019, les flammes ont dévoré cinq hectares de la forêt du peuple Huni Kui à Acre, État de Pará, Brésil. Le Pajé (chaman) Isaka Huni Kuin a dit : « Ils pensent que ça ne sert à rien, que ce n'est que du bois, mais la forêt a une grande valeur. Si on la détruit, toutes mes connaissances disparaissent avec elle. Tout ce feu m'attriste beaucoup. »

© Douglas Freitas - Amis de la Terre Brésil

Notre programme Justice économique et résistance au néolibéralisme vise à :

- réduire l'impunité des multinationales au moyen d'un traité de l'ONU juridiquement contraignant et à des réglementations nationales,
- remporter des victoires significatives contre l'actuel régime de commerce et d'investissement, pour contribuer à l'affaiblir, et
- aider davantage d'organisations à promouvoir notre programme de transformation économique

### LA RÉSISTANCE AU POUVOIR DES MULTINATIONALES

Tandis que de nombreuses organisations d'Amis de la Terre et les communautés avec lesquelles elles travaillent étaient confinées ou en quarantaine, nous sommes restés en contact et pour agir de manière solidaire en organisant de grands webinaires, des actions photo, des liaisons téléphoniques, des tempêtes sur Twitter et des manifestations soigneusement organisées pour éviter tout risque de contagion. Lorsque Shell s'est trouvée confrontée aux Amis de la Terre Pays-Bas en un procès historique pour ses activités destructrices du climat, nous avons coordonné une Journée internationale d'action pour #StopShell dans plus de 20 pays, où la solidarité mondiale de nos sympathisants (plus d'un million) est devenue manifeste.

### LA DEMANDE D'UN TRAITÉ CONTRAIGNANT

Les négociations en ligne pour un traité contraignant de l'ONU sur les sociétés transnationales et autres entreprises concernant les droits des personnes se sont avérées problématiques. Avant la sixième série de négociations nous avons rejoint la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales, afin d'affirmer que, dans sa deuxième version révisée, cet instrument contraignant avait « perdu son âme ».

Ensemble nous avons critiqué le processus de négociation de cette année, qui n'a pas réussi à inclure, en particulier, les gouvernements des pays du Sud et la société civile. La participation en ligne a comporté de nombreux défis pour les habitants des

pays situés dans des fuseaux horaires différents : presque partout dans les Amériques, les sessions commençaient à l'aube. Les nombreuses difficultés pour se connecter à l'internet ont empêché la société civile et certains États d'y participer. La traduction simultanée n'avait pas été prévue pour la consultation informelle ; nous l'avons donc organisée pour nos membres et alliés, dont le Mouvement des peuples atteints par les barrages (MAB), et pour les membres du Centre pour les droits des personnes et les entreprises de l'Université fédérale de Juiz de Fora (HOMA). Finalement, nous avons pu faire entendre nos voix pour obtenir que le traité contraignant devienne plus ambitieux, au moyen d'interventions vidéo en direct des Amis de la Terre Brésil, France, Indonésie, Mozambique, Philippines, Suisse et Togo et des Amis de la Terre Europe. En plus, nous avons réussi à faire participer des alliés brésiliens – de l'HOMA et de La Vía Campesina – qui ont pu faire des interventions orales en se servant du badge ECOSOC des Amis de la Terre International. Malgré toutes les limitations, nous avons eu une participation organisée avec la Campagne mondiale, sans omettre aucun des points qui sont essentiels pour que le projet de traité contraignant soit plus ambitieux et efficace, tant pour restreindre les asymétries en matière de pouvoir que pour s'assurer que les populations victimes des sociétés transnationales obtiendront justice.

Environ 67 pays ont participé à la négociation ; bien d'entre eux ont soulevé des questions pour lesquelles nous plaidons depuis longtemps, comme le besoin de respecter le mandat et l'esprit de la Résolution 26/9, et la nécessité que la portée de

« Malgré toutes les difficultés que comportent les négociations hybrides, nous allons continuer de lutter pour un traité contraignant ambitieux et efficace, qui garantisse l'accès à la justice pour les communautés touchées par des violations, et qui mette fin au pouvoir des sociétés transnationales et à leurs structures économiques et juridiques. »

Leticia Paranhos Menna de Oliveira, coordinatrice du programme international Justice économique et résistance au néolibéralisme des Amis de la Terre International

## ÉTUDE DE CAS

Avec nos alliés, nous avons veillé à ce que le Prix des villes transformatrices permette de divulguer des récits puissants sur des initiatives de reprise juste et de changement de système provenant de divers endroits du monde. Deux de nos organisations membres (Amigos da Terra Brasil – Amis de la Terre Brésil et PENGON – Amis de la Terre Palestine) ont figuré parmi les 12 finalistes, décidés par plus de 10 000 personnes qui ont voté en ligne pour l'initiative de leur choix. Le prix s'accompagnait de subventions nationales pour que nos membres et leurs alliés communautaires puissent développer davantage leurs projets pour une reprise juste. Ceci fait partie de notre stratégie pour tirer des enseignements et de l'inspiration des succès des autres, afin de passer des solutions locales aux solutions mondiales pour le changement de système.

L'instrument juridiquement contraignant comprend les sociétés transnationales. Pour la première fois, des délégations d'État se sont manifestées en faveur d'obligations directes pour les sociétés transnationales en tant que personnes morales, et de garanties pour la primauté des droits humains sur les traités de commerce. Ces négociations si importantes, destinées à régler les sociétés transnationales du monde entier, continueront en 2021 et nous serons là pour réclamer des règles pour les entreprises et des droits pour les gens.



L'initiative CaSanAT à Porto Alegre, Brésil, un endroit où des militants sociaux et des volontaires peuvent se réunir pour discuter et agir sur des problèmes socio-écologiques, a figuré parmi les finalistes du Prix des Villes transformatrices.

© Carol Ferraz - Amis de la Terre Brésil

D'autres points forts :

- La participation de Pro Natura – Amis de la Terre Suisse nous a permis d'avoir des échanges face à face.
- Du fait que plus de 250 organisations font partie de la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des multinationales, nombre de nos alliés ont participé activement à la rencontre : La Via Campesina, la Marche mondiale des Femmes, la Confédération syndicale des Amériques, le Transnational Institute, le Centre Europe Tiers Monde, l'HOMA (Centre sur les droits humains & les entreprises de l'Université fédérale de Juiz de Fora), FIAN International, Corporate Accountability, l'Union des victimes des opérations pétrolières de Texaco-Chevron (UDAPT), Stop the Wall, et bien d'autres encore.
- Malgré les restrictions dues à la Covid-19, nous avons aidé la société civile à accélérer le mouvement pour un traité contraignant de l'ONU, en octobre.
- Nous avons publié une annonce dans le Financial Times demandant du soutien pour le traité contraignant de l'ONU, en collaboration avec le Réseau interparlementaire mondial, et avec l'appui de 300 parlementaires qui ont exhorté les États à participer aux négociations.

## TOTAL AU TRIBUNAL

En décembre 2019, la toute première audience en justice utilisant la loi française sur le devoir de vigilance s'est tenue au Tribunal de Grande Instance de Nanterre, en France, concernant des violations commises par Total en Ouganda. Or, au mois de janvier 2020 les juges ont décidé que l'affaire ne relevait pas de leur compétence mais de celle du tribunal de commerce. Malheureusement, cette décision a été confirmée par la Cour d'appel en décembre, après une nouvelle audience tenue en octobre. Ces décisions semblent contredire l'esprit et l'objectif principal de la loi, qui est de protéger les droits humains et

« Que l'OMC poursuive son programme d'activités comme si de rien n'était, en pleine pandémie, c'est de la folie. Les gouvernements devraient faire attention aux besoins du monde et agir en conséquence. Un nouveau programme, centré sur la manière de mettre l'économie mondiale au service de l'humanité, devrait en découler. »

Article d'opinion où Deborah James mentionne une lettre de plus de 400 organisations de la société civile, dont Amis de la Terre International. Asia Times, 7 mai 2020



Total au tribunal : des membres des Amis de la Terre France, de Survie et des communautés concernées, devant le Tribunal de Grande Instance de Nanterre.

l'environnement. Les délais causés par ces questions de procédure sont fort inquiétants, vu qu'un nouveau rapport des Amis de la Terre France et de Survie révèle que les violations des droits humains ne cessent de se multiplier en Ouganda et en Tanzanie, touchant maintenant plus de 100 000 personnes.

## CONTRE LES RENFLOUEMENTS INJUSTES

Des crises antérieures nous ont appris que les sociétés transnationales se hâtent de profiter des désastres pour accroître leurs bénéfices et leur pouvoir. Ainsi, dès le début de la pandémie de Covid-19 nous avons dénoncé les sauvetages injustes accordés à l'industrie des combustibles fossiles. Nous avons produit une vidéo où nous appelons à suspendre tous les procès ISDS (Règlement des différends entre investisseurs et États), et nous avons mené des recherches sur la mainmise des multinationales sur plusieurs institutions internationales. Nous avons soutenu la proposition des pays du Sud pour la dérogation de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPS d'après l'anglais) dans l'Organisation mondiale du commerce, par la voie de nos réseaux sociaux qui comptent 150 000 personnes.



Cette modification permettrait une distribution plus abordable et équitable des vaccins contre la Covid-19, au lieu d'accroître les bénéfices des grandes entreprises pharmaceutiques.

## L'OPPOSITION À L'ACCORD MERCOSUR-UE

Avec les Amis de la Terre Brésil nous avons publié le rapport L'Amazonie brûle : criminalité des entreprises à l'échelle mondiale (voir p. 24, F&B). Ce nouveau rapport offre un aperçu des conséquences potentielles du dangereux accord de libre-échange entre le Mercosur et l'UE. Nos organisations membres d'Amérique latine et d'Europe, travaillant avec des alliés des syndicats et d'organisations paysannes et féministes, ont réussi à retarder cet accord d'une année supplémentaire. Parmi les tactiques utilisées figurent les pressions des Amis de la Terre Europe sur le parlement européen, les fortes communications des Amis de la Terre Argentine au public sur les effets de l'accord, des campagnes de signatures et des mobilisations de masse dans les réseaux sociaux du Brésil, et une analyse technique détaillée faite par les Amis de la Terre Uruguay. À présent, l'opposition politique au traité est en train d'augmenter également depuis que les gouvernements français et irlandais menacent de le bloquer.

Programme  
Souveraineté alimentaire  
Les faits marquants  
des programmes en 2020

## L'AGROÉCOLOGIE TRANSFORMATRICE POUR UN CHANGEMENT DE SYSTÈME

### Notre programme Souveraineté alimentaire vise à :

- renforcer le mouvement pour la souveraineté alimentaire et contribuer à ses positions politiques et à ses actions,
- renforcer la souveraineté alimentaire au moyen de politiques et d'initiatives populaires, et
- freiner l'expansion de l'agro-industrie

L'agroécologie est un acte de résistance pour Nuie Anak Sumok, l'une des leaders de l'organisation de femmes, que l'on voit ici près des légumes qu'elle cultive au bord de la route pour le projet d'agroécologie et d'agrosylviculture de Sungai Buri, au Sarawak, Malaisie.

© Arnelia Collins – Amis de la Terre International

## L'ACTION POUR UNE REPRISE JUSTE INSPIRÉE DE LA COVID-19

Lorsque le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a reconnu en 2019 que l'agroécologie était la solution transformatrice d'un système alimentaire en crise, nous avons profité de ce succès pour associer la crise alimentaire due à la pandémie de Covid-19 aux problèmes structurels du système alimentaire actuel et revendiquer la souveraineté alimentaire pour une reprise juste.

En avril, nous avons envoyé, avec nos alliés, une lettre collective aux ministres du G20, au sujet de la crise de la Covid-19, car la fermeture des frontières et le confinement ont mis en évidence l'extrême fragilité d'un système alimentaire dans lequel 820 millions de femmes et d'hommes souffrent de faim chronique et où 2 milliards de personnes vivent une situation d'insécurité alimentaire. Nous avons précisé que toutes les mesures concernant la Covid-19 devaient respecter les droits humains et servir à mettre en place le système alimentaire solide et durable dont on a désespérément besoin.

En août, nous avons organisé quatre webinaires. Le premier portait sur les risques que comportent les nouvelles technologies en matière d'agriculture et sur leurs effets sur la souveraineté alimentaire. Il a été suivi par 46 participant-e-s de divers pays : Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Belgique, Brésil, Écosse, El Salvador, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Haïti, Honduras, Malaisie, Palestine, Pays-Bas, Philippines, République tchèque, Togo et Uruguay. Le deuxième a porté sur le processus du CSA sur les politiques recommandées en matière d'agroécologie. Nous avons aussi

échangé avec nos alliés des analyses et des stratégies concernant la Covid-19 par le biais du groupe de travail du MSC pour le CSA. Dans le cadre du troupe de travail du MSC, nous avons été l'auteur principal de la plus large évaluation de la sécurité alimentaire, la nutrition et la Covid-19. Le rapport a été présenté aux agences de l'ONU en octobre. Il faisait partie des efforts déployés pour que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale coordonne une réponse globale juste, basée sur les droits humains, de la crise alimentaire due à la pandémie et des problèmes structurels que comporte le système alimentaire. Grâce à ces efforts, les délégué-e-s et la présidence du CSA ont pris des engagements susceptibles donner lieu à des recommandations pratiques, axées sur des actions, à l'intention des gouvernements (*voir p. 8*).

En plus d'avoir contribué à la formulation de principes pour une reprise juste (*voir p. 9*), nous avons produit des films qui montrent comment la souveraineté alimentaire peut être la réponse pour une reprise juste après la pandémie. Tournés en décembre avec les Amis de la Terre Mozambique, Philippines, El Salvador, Malaisie, Uruguay et Togo, ces films seront projetés l'année prochaine.

## LE DÉMANTÈLEMENT DES MULTINATIONALES

Avec nos alliés, nous nous sommes attaqués au problème de l'influence indue des multinationales sur l'ONU et sur les espaces démocratiques, au moyen de recherches cartographiques, de webinaires et de lettres appelant à un redémarrage démocratique. En octobre nous avons lancé une campagne mondiale contre le Sommet de l'ONU sur

« Nous sommes confrontés à des crises graves, étroitement liées entre elles, concernant la faim, la malnutrition, la perte de biodiversité, le dérèglement du climat, les inégalités croissantes et la pauvreté. Ce qu'il nous faut, ce sont des solutions réelles, plutôt que les mesures faussement écologiques proposées par l'agro-industrie. Les solutions réelles – des normes favorables à l'agroécologie et à la souveraineté alimentaire – exigent de démanteler le pouvoir des multinationales, de redistribuer les ressources, de relocaliser les systèmes alimentaires et de faire en sorte que les petits producteurs en assurent le contrôle. L'alimentation est un droit humain, elle n'est pas une marchandise. »

Kirtana Chandrasekaran, Amis de la Terre International, dans Agility PR News, 13 octobre 2020

Dans le cadre de notre système de solidarité internationaliste, nous avons appuyé les agriculteurs indiens dans leurs manifestations contre la déréglementation et l'industrialisation de l'agriculture.



© Anil Arghese - Jibin Robin

Amis de la Terre International  
**110 224**  
'j'aime' sur Facebook en 2020

les systèmes alimentaires. Notre lettre au Secrétaire général de l'ONU contre le sommet a reçu le soutien de plus de 550 organisations. D'autre part, nous avons manifesté nos préoccupations aux gouvernements lors de la plénière de l'ONU. Grâce à cela, les autorités du sommet ont pris des mesures pour traiter de ces préoccupations, par exemple en intégrant davantage les droits humains dans les actions à entreprendre.

Notre rapport sur l'agroécologie 'bidon' a dénoncé la mainmise des multinationales sur l'agroécologie, et comment ces grandes entreprises sont en train de récupérer les solutions de la crise alimentaire proposées par les peuples. Par la suite, nous avons travaillé à la rédaction d'un manuel de divulgation sur la manière dont les droits collectifs des paysans, des peuples autochtones, des pêcheurs et des nomades peuvent être protégés par la Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP d'après l'anglais). La reconnaissance des droits collectifs est un élément fondamental des initiatives telles que l'agroécologie et la gestion communautaire des forêts.

Programme de sensibilisation et de formation à l'agroécologie (agriculture durable) à l'intention des femmes, avec Sahabat Alam Malaysia (SAM), au Sarawak, Malaisie.



Dans le cadre de notre Système de solidarité internationaliste nous soutenons les agriculteurs d'Inde dans leurs protestations continuelles contre la déréglementation et l'industrialisation de l'agriculture, et dans leur lutte pour la souveraineté alimentaire, contre le fascisme, pour la démocratie et les droits des personnes.

## LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE EN TANT QUE CHEMIN VERS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Nous avons continué à travailler pour que le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) fasse des recommandations mondiales en faveur de l'agroécologie. Les Amis de la Terre International facilitent les relations avec le groupe de travail sur l'agroécologie du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones avec le CSA (MSC), qui fournit de l'information au processus de la CSA. Nous avons maintenu la pression au cours de ces négociations compliquées et parfois chaotiques.

Cette série de réunions au rythme rapide n'a pas été inclusive, en raison du manque de versions traduites des documents et de traduction simultanée pendant les réunions. Bien que cela n'ait pas eu de conséquences sur la participation du MSC, parce que le groupe de travail a fourni à ses membres les traductions écrites et orales nécessaires, la participation de certains gouvernements en a été touchée. En outre, les personnes qui habitent des régions ou pays où la connectivité est problématique, des délégations importantes de certains mouvements, et même des pays qui n'ont pas un personnel nombreux à Rome, ont été exclus. Cette situation s'est reproduite cette année dans d'autres espaces de l'ONU (voir p. 16, JERN).

Il a fallu attendre la fin novembre pour savoir que la deuxième série de négociations aura lieu du 29 au 31 mars et du 3 au 7 mai 2021. Nous nous attendons déjà à ce que les négociations soient dures, en raison des avis fortement divergents des gouvernements. Certains d'entre eux souhaitent combiner l'agroécologie avec « d'autres approches innovantes », ce qui ouvre la voie à l'inclusion de fausses solutions (édition génomique, etc.). D'autres ont élevé des objections contre les liens de la santé humaine avec l'environnement et l'écologie, et les textes concernant l'utilisation, la réduction et l'élimination graduelle des produits agricoles toxiques se heurtent à une résistance considérable.



Gizela Zunguze, de Ja! - Amis de la Terre Mozambique, travaille avec des agriculteurs du village de Namaacha quand ils adoptent l'agroécologie et l'agriculture communale.

© Annelia Collins - Amis de la Terre International

## LA MISE EN ŒUVRE DE L'OUTIL DE LA FAO

En tant que facilitateurs et facilitatrices techniques du groupe travail des CPI sur l'agroécologie, nous assurons le suivi de la mise en œuvre de l'Outil de la FAO pour l'évaluation des performances de l'agroécologie (TAPE d'après l'anglais). Par le biais de ce processus, nous continuons de pousser l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à soutenir notre vision et nos propositions concernant l'agroécologie, bien qu'il ait été difficile de maintenir le terrain gagné dans ce domaine.

En novembre, des fonctionnaires de la FAO nous ont mis au courant de la mise en œuvre du TAPE, lors d'une discussion sur la collaboration possible en 2021. Certains essais au niveau des pays sont en train de donner des résultats positifs. Ces premiers résultats ont à leur tour des répercussions positives, car le fait de disposer de davantage d'information contribue à augmenter le nombre des pays qui s'intéressent à employer cet outil, et à accroître considérablement le travail du mouvement pour la souveraineté alimentaire, ce qui poussera les populations et les décideurs à soutenir l'agroécologie.

## ÉTUDES DE CAS POUR UNE CARTE DE L'AGROÉCOLOGIE

### MALAISIE

Là où le gouvernement essaie d'imposer la monoculture axée sur la rentabilité, l'agroécologie devient un acte de résistance. Nuie Anak Sumok, qui dirige une organisation de femmes avec le soutien de Sahabat Alam Malaysia - Amis de la Terre Malaisie, aide sa famille, sa communauté et l'environnement avec chaque piment, ananas ou courgette qu'elle produit dans sa parcelle au bord de la route, au Sarawak. Comme elle dit, « Nous ne pouvons pas nous permettre de cultiver un seul produit, nous devons faire ce qui est le plus avantageux pour nous ».

### MOZAMBIQUE

Après avoir remporté une victoire dans leur lutte pour les droits à la terre avec le soutien de JA! Amis de la Terre Mozambique, les agriculteurs du village de Namaacha ont adopté l'agroécologie et l'agriculture communale pour se remettre à cultiver des choux, des oignons, des haricots et des salades, et à produire des mandarines, des bananes, des papayes et des litchis. Gizela Zunguze (Ja!) dit : « Dans ces batailles pour les terres et dans la prise de décisions importantes, l'implication des femmes est primordiale ».

Des pêcheurs protestent contre le projet de récupération de Penang du Sud, en Malaisie, dans le cadre des activités de SAM concernant la Convention sur la diversité biologique.

© Nicole Yap

Programme Forêts  
& biodiversité  
Les faits marquants des  
programmes en 2020

## L'ÉTAT DÉSASTREUX DE LA NATURE MONDIALE

Notre programme Forêts  
et biodiversité a pour  
but de :

- freiner ou arrêter la financiarisation de la nature,
- faire progresser un cadre politique favorable à la gestion communautaire des forêts, et
- ralentir l'expansion des plantations de matières premières agricoles dans les zones boisées.



## CONTRE LA PERTE DE BIODIVERSITÉ

Avant le deuxième Groupe de travail à composition non limitée de la Convention sur la diversité biologique (CDB), nous avons envoyé un message énergique en précisant que le brouillon du plan de sauvetage pour arrêter l'extinction et freiner le déclin de la biodiversité mondiale n'est pas assez ambitieux et ne vise pas des objectifs qui s'avèrent urgents pour sauver des populations et la nature.

La délégation des Amis de la Terre International, composée de représentant-e-s de l'Argentine, la Suisse et le Sri Lanka (le Nigeria a eu des problèmes de visa lorsque la réunion a été déplacée à Rome à cause de la pandémie) a joué un rôle actif, dans la réunion elle-même mais aussi dans le travail avec l'Alliance CDB, par exemple en protégeant la CDB de l'influence nuisible des grandes ONG 'conservationnistes'. Nos activités sur le terrain et avec l'Alliance CDB ont compris des propositions pour le texte qui sera considéré par les Parties lors de la prochaine série de négociations.

Nous avons soutenu les organisations membres d'Argentine, de Bosnie-Herzégovine, du Costa Rica et de Malaisie pour qu'elles fassent pression à l'échelon national au sujet du processus pour après 2020 et de la mise en œuvre des décisions de la CDB dans leurs pays.

Avec la CDB Alliance nous avons organisé un débat sur le cadre de l'ONU pour après 2020, et nous sommes parvenus à une position commune fondée sur la justice et l'équité, signée par 31 organisations. La publication qui en a fait suite, Ce qu'il faut faire et

ne pas faire pour un cadre mondial de la biodiversité réussi, est employée par nombre de ces organisations pour exercer des pressions sur la Convention de la diversité biologique.

Nous avons poursuivi l'analyse du premier brouillon du cadre pour après 2020, qui nous a paru absolument faible, et nous avons formulé des contre-propositions. Un nouveau brouillon a été publié, mais nous sommes en train de l'analyser pour voir comment nos propositions ont été considérées.

Si les discussions sur le cadre pour après 2020 ont porté le monde entier à faire attention aux problèmes des forêts et de la biodiversité, il semble aussi qu'elles sont en train de pousser les multinationales à s'intéresser davantage aux processus de prise de décisions, et à multiplier les propositions de compensation et d'initiatives volontaires inacceptables.

## LA DÉFENSE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

Nous avons constaté que, pendant la pandémie, les organisations ont encore plus de mal à lutter pour la justice environnementale, pour les droits des peuples autochtones et des communautés locales et pour la protection de l'environnement. Afin de les aider, nous avons accordé des subventions Covid-19 aux Amis de la Terre Géorgie, Honduras, Palestine et Sri Lanka.

## LES DROITS ET LA GESTION COMMUNAUTAIRE DES FORÊTS

Nous avons examiné à fond le besoin d'un cadre solide pour les droits des

« Le brouillon de plan proposé [...] n'évitera pas la sixième extinction massive ; il ne construira pas non plus un avenir meilleur. Il faut des règles contraignantes pour que nous puissions commencer à vivre en respectant les limites planétaires, à réduire les inégalités, à nous occuper des conflits d'intérêts des multinationales et à garantir les droits des peuples autochtones et des communautés locales. Bref, il nous faut un changement de système. »

Nele Mariën, coordinatrice du programme Forêts et Biodiversité des Amis de la Terre International, dans The Ecologist, 24 février 2020.



Notre brochure 'Ce qu'il faut faire et ne pas faire pour un cadre mondial de la diversité biologique réussi' a été utilisée par de nombreuses organisations pour faire pression sur la Convention de la diversité biologique.

## ÉTUDE DE CAS

### PROTÉGER LES POPULATIONS ET LA NATURE CONTRE L'HYDRO-ÉLECTRICITÉ

En Géorgie, il a été encore plus difficile de s'opposer au projet de construction d'une centrale hydro-électrique et, par là, à la destruction d'un parc national et de communautés locales, à cause des restrictions dues à la Covid-19. Grâce à une subvention, les Amis de la Terre Géorgie ont tenu des réunions de consultation en ligne, ont travaillé sur les réseaux sociaux et ont finalement réussi, pour le moment, à arrêter la construction de la centrale hydro-électrique. La protection du parc national figure aussi au programme national.

peuples autochtones et des communautés locales afin de rendre possible la mise en œuvre de la gestion communautaire des forêts dans la législation et les politiques publiques. Nous avons mis au point la position des Amis de la Terre International et rédigé un rapport, Les droits essentiels à la gestion communautaire des forêts. Un deuxième rapport a été publié après avoir analysé 17 accords internationaux, Le soutien de la gestion communautaire dans les accords internationaux. Nous avons organisé deux webinaires en novembre, au sujet de la situation des droits aux échelons national, régional et mondial, afin d'améliorer nos activités de plaidoyer. Le premier, auquel ont participé 19 personnes d'Argentine,

Colombie, Costa Rica, Espagne, Honduras, Malaisie, Pays-Bas, Togo et Uruguay, a porté sur la situation actuelle des droits élémentaires. Le deuxième a accueilli 21 personnes d'Argentine, Belgique, Colombie, El Salvador, Espagne, Finlande, Liberia, Honduras, Pays-Bas, Suède, Suisse et Uruguay ; il a porté sur la reconnaissance de ces droits au sein des Nations Unies, et il a permis de connaître les expériences du Liberia et de l'Argentine à ce sujet. Suite à ces webinaires, il est devenu évident que les droits ne sont pas suffisamment mis en œuvre, et que les personnes qui les défendent sont victimes d'attaques et de meurtre. La lutte pour le respect et la réalisation des droits et le recours à des instruments juridiques sont de bonnes stratégies, mais il faut d'abord que les communautés locales et nos organisations se les approprient avant de passer aux actions en justice. La discussion a fait jaillir beaucoup d'idées pour notre travail en 2021.



Nous avons produit deux films pour expliquer les principes complexes mais dévastateurs de la financiarisation de la nature.

« La nature a une valeur sociale, culturelle et spirituelle. En fixant un prix à la nature on la réduit aux seuls services écosystémiques qu'elle fournit. Il est impossible de fixer un prix à la nature. Si on le fait, elle peut être achetée ou vendue. Cela n'a pas de sens. L'argent achète le droit de détruire la nature. Rien ne garantit que la nature puisse se régénérer. »

Isaac Rojas, Amis de la Terre Costa Rica, dans le film de novembre 2020 : La financiarisation de la nature, une fausse solution de la crise de la biodiversité. Un deuxième film a été produit également en 2020 : La financiarisation de la nature n'arrêtera pas sa destruction.

## LES DROITS ET LA FINANCIARISATION DE LA NATURE

Cette année nous avons identifié et analysé les caractéristiques principales des fausses solutions relatives à la financiarisation de la nature ; nous les diffuserons en 2021.

Pour renforcer les capacités de nos organisations, les Amis de la Terre Amérique latine & Caraïbes (ATALC) et Asie-Pacifique (APAC) ont organisé un atelier pour chaque région. L'atelier d'ATALC a réuni cinq organisations, et celui d'APAC sept autres (environ 25 personnes par atelier), pour réexaminer le concept et les effets de la financiarisation de la nature. Les deux ateliers ont porté sur le renforcement de la capacité, sur la participation à la Convention sur la diversité biologique (CDB), sur les politiques et les mécanismes nationaux et régionaux qui supposent une financiarisation de la nature, et sur la coordination interrégionale pour une meilleure compréhension du problème.

## LES INCENDIES EN AMAZONIE

Il s'agit d'un crime des multinationales de portée internationale, comme on le voit dans notre rapport de septembre, L'Amazonie brûle : criminalité des entreprises à l'échelle mondiale, qui donne l'alerte sur le besoin d'arrêter le traité de libre-échange Mercosur-UE (*voir p. 16, JERN*). En octobre, avec les Amis de la Terre Brésil, le programme Justice économique et résistance au néolibéralisme et l'équipe pour la solidarité internationaliste nous avons organisé un webinaire pour 40 personnes au sujet des incendies en Amazonie, en anglais, espagnol, français et portugais. Il a permis d'approfondir les causes de la multiplication des incendies en 2019, à une époque où la pluviosité avait augmenté de 11%, et de comprendre les revendications des mouvements sociaux brésiliens. L'objectif est de rendre notre solidarité plus efficace à l'avenir et d'arrêter le système capitaliste, raciste et patriarcal, ainsi que la gestion d'extrême-droite, conservatrice, génocide et néolibérale de Bolsonaro. Les participant-e-s venaient d'Argentine, de Belgique, du Brésil, de Colombie, du Costa Rica, du Danemark, d'Espagne, des États-Unis, de Finlande, de Malaisie, du Royaume-Uni, de Suède, du Togo et d'Uruguay.

À ce sujet, le rapport des Amis de la Terre Brésil Que se passe-t-il vraiment dans la forêt amazonienne ? a été publié en mai, et l'article Le modèle militaire qui détruit l'Amazonie au Brésil est sorti en juillet.



## ÉTUDE DE CAS

### LES PÊCHEURS MALAIS

Les pêcheurs embarqués dans un problème administratif sont conscients de l'importance que revêt la ratification de la Convention sur la diversité biologique (CDB) de la part du gouvernement malais, car ils ont besoin que leur territoire de pêche soit protégé. Ils craignent que le projet dénommé Mise en valeur de Penang du Sud ne détruise leurs moyens d'existence et l'écosystème marin. Sahabat Alam Malaysia – Amis de la Terre Malaisie s'est réunie régulièrement avec les pêcheurs et a traduit les principaux matériels de l'anglais au malaisien et à la langue de la population locale. La capacité des pêcheurs en a été renforcée et ils ont eu accès à de l'information détaillée concernant leur campagne contre le projet. En novembre, les pêcheurs ont tenu un webinaire public pour parler de l'importance de la préservation de la diversité marine et des effets négatifs que cet énorme projet aurait sur leurs moyens d'existence.

## LE SOUTIEN DU TRIBUNAL DES PEUPLES AFRICAINS

Le Tribunal des peuples africains continue de révéler les effets négatifs des matières premières agricoles sur les forêts, sur la biodiversité et sur les populations locales. Cette année, le tribunal a recommandé les solutions proposées par les peuples et il a insisté sur le besoin de renforcer les droits des peuples autochtones et des populations locales (*voir p. 32*).



Nous avons soutenu le Tribunal des Peuples d'Afrique quand il a continué de dénoncer les effets négatifs des matières premières agricoles sur les forêts, la biodiversité et les populations locales.

Les points forts de notre Fédération internationale en 2020

## LA MOBILISATION ET LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU

Une année où nous avons intensifié la lutte pour la justice de genre et renouvelé la solidarité internationaliste pour protéger les défenseurs des territoires et des droits des peuples.

### LE POUVOIR TRANSFORMATEUR DE LA JUSTICE DE GENRE

Nos analyses populaires, anticapitalistes et féministes ont été essentielles pour comprendre les effets d'origine patriarcale de la pandémie de Covid-19, sur les femmes et sur d'autres groupes sociaux, et pour défendre une reprise juste de la crise qui soit centrée sur la vie et sur les soins (voir p. 9).

Notre Fédération a travaillé en étroite collaboration avec nos alliés-e-s féministes qui montrent le chemin en matière de justice de genre, comme la Marche mondiale des Femmes (WMW) et WoMin. La WMW a participé à presque tous nos webinaires de cette année : les trois forums de discussion internationaux *Feminist Frontlines*, deux des trois webinaires internationaux sur la transition énergétique juste et le féminisme organisés par ATALC (Amérique latine et Caraïbes) et APAC (Asie-Pacifique), et la rencontre de femmes des Amis de la Terre Afrique qui a eu lieu avant l'AGA.

Nous avons participé à une quantité impressionnante d'actions pour la Journée internationale de lutte des femmes (le 8 mars), en ligne et dans les rues, où nous avons levé nos voix pour l'autonomie et les droits des femmes, pour la justice de genre et la solidarité féministe. Parmi les organisations membres qui ont participé figurent celles d'Indochine, du Chili, d'El Salvador, du

Mexique, de Tanzanie, du Mozambique, de Bosnie-Herzégovine, d'Angleterre, Galles et Irlande du Nord, d'Espagne et de Malte. Nous avons publié une brochure, Pourquoi la justice de genre et le démantèlement du patriarcat ?, dans le but de contribuer à la formation politique et à la militance au sein de nos organisations membres et chez nos alliés.

Dès le début de la pandémie il est devenu évident que la Covid-19 et les mesures appliquées par les gouvernements pour protéger et contrôler les populations avaient des conséquences atroces pour les femmes et la population LGBTQ. À partir de la mi-mars, le groupe de travail a révisé le plan de travail en s'efforçant dans toute la Fédération de comprendre, analyser et rendre visibles

ces effets du patriarcat, tout en fournissant des recommandations stratégiques pour une vie et une reprise juste centrée sur les soins après la crise. Une demande fondamentale a été que les responsabilités familiales soient reconnues comme du travail dans les structures de la Fédération, et réorganisées dans la société, en partageant les responsabilités entre les hommes, les femmes et l'État (voir p. 9).

La Fédération a fait de la réorganisation des responsabilités au foyer et de la construction d'une économie de soins des principes clés pour 2020. Ainsi, les femmes d'Amis de la Terre Afrique ont adressé un communiqué à l'AGA régionale ; les délégué-e-s à l'AGA d'ATALC ont reçu de l'aide pour s'occuper de leurs enfants ; un communiqué officiel adressé à la Fédération en juillet reconnaît le poids des responsabilités du foyer et encourage les organisations membres à mettre en place des systèmes de soutien et des mesures pour ceux qui ont ce genre de responsabilités, tout en réaffirmant notre engagement à réorganiser ces tâches dans la Fédération et dans la société.

À la suite d'un webinaire organisé en juin, avec la Marche mondiale des Femmes et REMTE nous avons publié le rapport Covid-19 et la crise du capital : la durabilité de la vie et la souveraineté des peuples sont la solution. Plus de 100 personnes de 17 pays ont participé au webinaire pour parler d'une reprise juste



grâce au renforcement des mouvements sociaux, à la solidarité internationaliste et à la construction de la souveraineté alimentaire au moyen de l'agroécologie.

Notre rapport Féminisme en première ligne : réponses au COVID-19 et à la crise de soins (voir p. 6) a découlé de trois webinaires internationaux du même nom organisés en août en cinq langues. 30 organisations membres y ont participé, ainsi que plusieurs alliés, dont la Marche mondiale des Femmes. Les discussions ont porté sur les effets de la pandémie sur les femmes, sur notre interprétation de ces effets dans une perspective anti-patriarcale, antiraciste, non classiste et LGBTQ, et sur une récupération juste et féministe après la pandémie.

Le groupe de travail a participé aussi à l'équipe de coordination constituée pour organiser un séminaire international sur la transition énergétique juste et le féminisme. Ce séminaire ayant été reporté à 2021, l'équipe a adapté le projet pour organiser trois webinaires régionaux sur le même thème, au mois d'octobre. Plus de 35 organisations membres et alliés y ont participé, invités à faire part de leurs analyses et leurs réflexions : la Marche mondiale des Femmes, WoMin, le Congrès syndical du Nigeria, la Confédération syndicale des Amériques, Grassroots Global Justice, Indigenous Environmental Network, et MAB/MAR (Mouvement des personnes atteintes par les barrages). Ces espaces collectifs ont été importants pour renforcer les alliances, pour rendre visibles les effets d'ordre patriarcal de l'énergie polluante, et pour

« Les problèmes auxquels nous sommes confrontés en ce moment ne sont pas accidentels, et ne peuvent pas être réduits à leurs éléments individuels. Le changement climatique est lié au racisme, au génocide, au patriarcat et aux autres systèmes d'oppression qui ont proliféré au cours des siècles. »

dipti Bhatnagar, Why's Climate Justice a Feminist Issue?, 5 novembre 2020

développer une analyse féministe de ce que doit être une transition énergétique juste.

En 2020, l'engagement à intégrer la justice de genre à l'échelon régional a été de nouveau évident, malgré les défis que comporte l'adaptation à un environnement en ligne. Grâce à l'établissement d'un espace sûr avant l'AGA des Amis de la Terre Afrique, les femmes leaders ont pu raconter leurs expériences concernant le rôle du patriarcat quant aux effets de la pandémie dans leurs pays, et prévoir ensemble des stratégies pour continuer à intégrer la justice de genre dans la région. Il en a découlé un communiqué qui a été présenté à l'AGA de la région Amérique latine et Caraïbes (ATALC), où il a été approuvé. Les organisations ont discuté sur la politique des Amis de la Terre International concernant la violence et le harcèlement sexuels, et des propositions pour poursuivre le travail sur la justice de genre. La région a renouvelé son engagement à intégrer la justice de genre et le démantèlement du patriarcat dans la politique intérieure, les actions à l'échelon territorial, et dans les espaces partagés avec les alliés.

Le groupe de travail a fini l'année 2020 en développant des outils pour le renforcement des capacités des femmes, que la Fédération présentera l'année dernière : un manuel d'éducation populaire féministe, Semer la justice de genre pour démanteler le patriarcat, et un manuel et un poster destinés à aider les organisations membres à mettre en œuvre la politique des Amis de la Terre sur la violence et le harcèlement sexuels formulée en 2019.



Des femmes d'Amis de la Terre Argentine préparent à manger dans la cantine populaire dirigée par le Movimiento Nacional Campesino Indígena (MINCI) – Vía Campesina. Pendant le confinement, la cantine servait des repas à 300 personnes du voisinage.



Les organisations du Chili, d'El Salvador, du Mexique, de Bosnie-Herzégovine, d'Angleterre, Galles et Irlande du Nord, d'Espagne, de Malte, du Mozambique, de Tanzanie et d'Indonésie, en ligne et dans les rues, ont levé leurs voix pour l'autonomie et les droits des femmes, pour la justice de genre et pour la solidarité féministe, pendant la Journée internationale de lutte des femmes.

## LE SYSTÈME DE SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

### INTERNATIONALIST SOLIDARITY IN ACTION

En 2020 nous avons continué à développer notre réponse systématique et holistique aux violations des droits humains et aux attaques contre les personnes qui défendent les territoires et les droits des peuples dans le monde entier. Notre réponse internationaliste diffère d'autres approches de ce problème en ce qu'elle permet à n'importe qui d'accompagner les combats contre l'injustice où qu'ils aient lieu, en associant leur cause à la nôtre. En tant qu'individus, nous jouons un rôle important en nous organisant pour la transformation de nos sociétés à la recherche d'un changement de système. La solidarité implique de se mettre debout et de se mobiliser contre toutes les formes d'oppression, comme le patriarcat, le racisme, le colonialisme et la violence.

Notre système de solidarité internationaliste fonctionne au moyen d'une équipe décentralisée dans chaque région, qui se sert de tous les aspects du système pour agir aux plans local et national par l'intermédiaire des niveaux régional et international, avec quatre domaines de travail : la formation politique, l'analyse et la documentation, la réponse rapide et la mobilisation pour des actions d'ordre politique.

En 2020 nous avons commencé à développer le côté numérique de notre système de solidarité internationaliste. Il fait partie du nouveau site web d'ATI qui sera mis en route l'année prochaine. La plateforme numérique montrera les combats que nous soutenons, ce qui nous permettra de mieux connaître leur histoire grâce à une analyse politique en profondeur. Elle nous aidera aussi à répondre rapidement aux violations en mobilisant le soutien international pour les personnes et les communautés en danger, en fonction de leurs besoins et de leurs souhaits. Nous prévoyons aussi de publier des matériels éducatifs dans la nouvelle plateforme, pour que notre réseau et nos alliés puissent approfondir leur connaissance des personnes qui défendent les droits des territoires et ceux des peuples autochtones.



Le meurtre du défenseur de l'environnement Jehry Rivera est dénoncé au Costa Rica.

### LE SOUTIEN DES LUTTES

Les activités néo-colonialistes des sociétés transnationales ont abouti à une intensification scandaleuse de la violence politique et des attaques contre les droits des peuples et contre les personnes qui les défendent. Ces attaques n'ont pas diminué en 2020 pendant la pandémie de Covid-19. Nous avons soutenu les luttes suivantes :

- Nous avons dénoncé le meurtre des défenseurs de l'environnement Jehry Rivera Rivera au Costa Rica en février, et Mama Fikile Nitshangase en Afrique du Sud, en octobre (voir p. 32).
- En Colombie, nous avons été alertés que plus de 280 personnes avaient été tuées au cours de 73 massacres (en novembre). Cette effroyable escalade de la violence a été exacerbée par les mesures de confinement et par les mesures de contrôle et de répression du gouvernement de droite pendant la pandémie de Covid-19. Il est fortement préoccupant que ces actes de violence visent systématiquement les paysans et paysannes, les autochtones, les populations d'origine africaine et les organisations populaires de femmes, de jeunes et d'enfants. Ce problème doit être examiné et surveillé par les organisations internationales qui défendent les droits humains. La Colombie doit respecter la législation internationale concernant les droits humains, les droits des enfants et les droits des femmes.
- Nous avons condamné le projet d'Israël d'annexer par la force, à partir du 1er juillet 2020, une large part des territoires palestiniens occupés. Par l'annexion d'une large part de la Cisjordanie palestinienne, Israël contrôlerait les terres et les ressources naturelles de



En 2020 nous avons commencé à développer le côté numérique de notre Système de solidarité internationale.

« La vie de Ntshangase aura servi à renforcer la résistance populaire et à inspirer d'autres communautés du pays. »

*The Mercury Cape Times, Pretoria News, sur le meurtre de la défenseuse de l'environnement Mama Fikile Ntshangase.*



Solidarité internationaliste : la rencontre internationale des peuples 'Berta Cáceres vit toujours', célébrée en avril au Honduras.

« La solidarité internationaliste est vitale. Elle doit être au centre de nos stratégies pour coordonner nos luttes. Nous avons appris des peuples de #Cuba à voir que les combats des communautés et des peuples du monde entier font partie de notre propre lutte. »

Karin Nansen, présidente des Amis de la Terre International, #JornadaContinental sur Twitter, @FoEint, 4 novembre 2019

la région et isolerait les communautés palestiniennes. En outre, le plan viole la Convention de Genève.

- Sahabat Alam Malaysia – Amis de la Terre Malaisie a aidé les communautés locales à résister à l'accaparement de terres grâce à la cartographie des territoires, aux actions menées par les communautés et à l'assistance juridique (voir p. 20, SA).
- Nous nous sommes solidarisés avec les mouvements d'agriculteurs indiens et réclamé l'abrogation de trois lois, la garantie par loi du prix de soutien minimum, l'abrogation du projet de loi sur l'électricité (amendement), et la libération des prisonniers politiques. La souveraineté alimentaire n'est pas possible sans l'agriculture paysanne (voir p. 20, SA).
- Par le biais de la solidarité internationaliste nous avons soutenu Cabo Delgado, où des mégaprojets gaziers sont en train de ravager la région la plus septentrionale du Mozambique et de dévaster les communautés. L'extraction du gaz au Mozambique exacerbe les violations des droits humains, la pauvreté, la corruption, la violence et l'injustice sociale. Nous avons organisé une action pour réclamer justice et réparation pour les habitants de Cabo Delgado et pour que les sociétés transnationales soient tenues de rendre des comptes. Une lettre signée par 204 organisations a été adressée au gouvernement mozambicain, à Total et à d'autres sociétés transnationales, à l'ONU et aux organes de surveillance africains.

## ÉTUDE DE CAS

### LA SOLIDARITÉ AVEC LA COMMUNAUTÉ GARIFUNA DU HONDURAS

Le 18 juillet 2020, quatre membres de l'Organisation fraternelle noire hondurienne (OFRANEH) ont été enlevés à leur domicile par des hommes armés qui portaient l'uniforme de la police nationale. La communauté garifuna du Honduras subit des attaques systématiques depuis plusieurs années. La plupart de ces attaques sont commises par les entreprises bananières ou de palmiers à huile et, plus récemment, par des accapareurs de terres pour des projets immobiliers et touristiques. L'engagement démocratique et légitime des membres de l'OFRANEH à défendre leur territoire, et leur dénonciation publique des violations des droits des peuples et de leurs propres droits, a fait de ces personnes la cible de ces attaques. Les peuples garifuna n'ont jamais été consultés au sujet des projets mis en œuvre par ces entreprises, alors que cette consultation est légalement obligatoire pour respecter le droit des peuples autochtones au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, prévu par la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) que le Honduras a ratifiée en 1995.

Au moyen du système de solidarité internationaliste, les Amis de la Terre International ont mis en place une stratégie holistique pour soutenir la lutte au Honduras. Nous avons dénoncé la situation et exhorté la communauté internationale à joindre sa voix et à suivre de près le déroulement du problème. Une lettre adressée au gouvernement hondurien a été signée par 72 organisations de la société civile et elle a bénéficié d'une large couverture de presse. En outre, les coordinateurs régionaux du système de solidarité internationaliste ont contacté les membres du Parlement européen (MPE) pour leur faire prendre conscience de la situation hondurienne et des menaces et des crimes dont certaines communautés et organisations font l'objet. Certains MPE ont pris l'initiative d'organiser un webinaire sur les violations des droits humains au Honduras et le rôle de l'UE, où ont été rapportés des témoignages des communautés concernées sur les graves violations des droits humains qui ont lieu au Honduras, souvent associées aux pratiques d'entreprises européennes. À la suite du webinaire, 57 membres du Parlement européen ont envoyé une lettre au gouvernement hondurien où ils adhéraient aux réclamations des Amis de la Terre International.



## LES POINTS FORTS DANS LES RÉGIONS

Coup d'œil sur l'année 2020 à travers les régions de notre Fédération mondiale : Afrique, Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Europe, Canada et États-Unis.

<http://foeafrica.org/>

Les Amis de la Terre Togo se sont chargés de créer le premier site web de la région pour accroître la visibilité de ses organisations membres : Afrique du Sud, Cameroun, Ghana, Liberia, Mali, Maurice, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sierra Leone, Tanzanie, Togo et Tunisie. Le site facilitera la réalisation de campagnes, la solidarité des mouvements entre eux et l'amélioration des capacités pour les actions collectives.

En juin, l'appel que nous avons adressé, avec nos alliés, aux institutions et gouvernements africains pour qu'ils reconnaissent le besoin de justice climatique pour l'Afrique a bientôt été soutenu par 191 organisations (voir p. 12, JCE).

Notre revendication d'un traité contraignant fort de l'ONU (voir p. 16, JERN), *Cases for a binding treaty – corporate impunity in Africa and the appeal of affected communities*, a abouti à la documentation de plusieurs cas d'impunité des multinationales dans la région. Le rapport sera publié en 2021 et contribuera à renforcer le message africain et les voix qui réclament un traité de l'ONU fort et efficace ; il comporte des revendications directement liées à la situation de la région ; il sera un instrument de plaidoyer pour les organisations qui sont en train de se mobiliser au sujet du processus du traité, et soutiendra les peuples concernés dans leur lutte pour obtenir justice.

**Succès de campagne :** la HCSA, une norme volontaire que les agro-industries utilisent pour évaluer leur impact sur les forêts, a décidé que la Golden Veroleum Liberia, qui dépend de la Golden Agri-Resources (deuxième entreprise d'huile de palme du monde), doit restaurer plus de 1 000 hectares de terres déboisées, propriété coutumière des communautés locales. Cette conclusion a été largement diffusée. La plainte avait été déposée en juillet 2018 avec la collaboration de trois organisations : Sustainable Development Institute – Amis de la Terre Liberia, Milieudefensie – Amis de la Terre Pays-Bas, et Amis de la Terre États-Unis.

AFRIQUE



Le Tribunal des Peuples d'Afrique s'est terminé par un appel aux gouvernements de 10 pays africains à faire en sorte que les droits humains des personnes qui lui présentent des cas soient respectés et protégés.

### LE TRIBUNAL DES PEUPLES AFRICAINS

En novembre, le Tribunal des peuples africains organisé à Lagos, et de manière virtuelle dans tout le continent, par les Amis de la Terre Afrique, s'est terminé par un appel lancé aux gouvernements de 10 pays africains, leur demandant de veiller à ce que les droits de liberté de parole, d'expression et d'association des personnes qui soumettent au tribunal des cas de violations soient respectés et protégés.

Le tribunal a trouvé des entreprises qui y manquaient au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Gabon, en Sierra Leone, au Liberia et au Mozambique. Dans tous les cas il a été constaté que des bailleurs de fonds internationaux, dont des banques de développement, des banques privées, des fonds d'investissement et des fonds de pension de tous les coins du monde, contrôlaient et finançaient des entreprises controversées de plantation d'hévéas, de palmiers à huile et d'arbres à bois. Le verdict a été largement diffusé par les médias, la télévision comprise.

### HOMMAGE

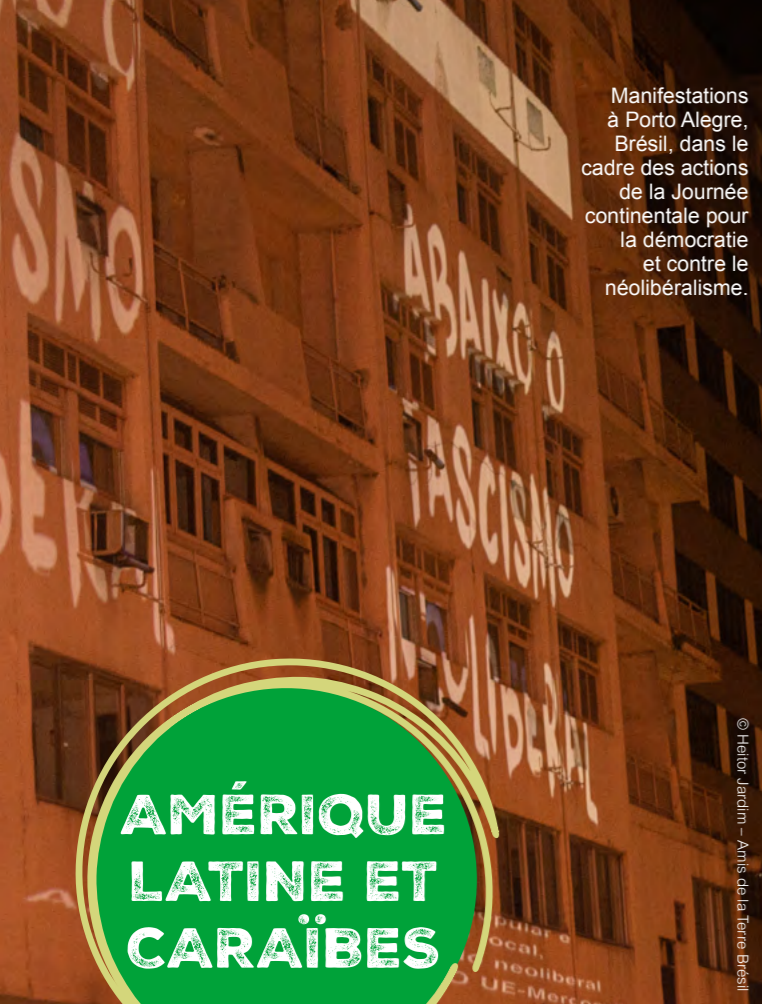
#### EN MÉMOIRE DE MAMA FIKILE

« Pourquoi les défenseurs des mines ne sont-ils jamais assassinés ? » Telle est la question que Groundwork – Amis de la Terre Afrique du Sud a posée en décrivant le meurtre brutal de la défenseuse des droits humains Mama Fikile Ntshangase et la lutte de la communauté Somkhele contre la mine de charbon Tendele. Mama Filke a été abattue chez elle, en présence de son petit-fils, le 22 octobre. Son crime ? Elle a parlé franchement des effets injustes, écologiques et climatiques, que la communauté subit à cause de l'entreprise charbonnière.

La mort de Mama Fikile Ntshangase a attiré l'attention sur la réalité urgente des personnes qui défendent les droits humains, sur le besoin de solidarité internationaliste multilatérale au sein de la Fédération, et sur le soutien des organisations (voir p. 30, SSI). Elle a donné lieu à un appel international adressé au gouvernement d'Afrique du Sud pour qu'il enquête sans plus tarder sur le meurtre de Mama Fikile Ntshangase.



« J'ai refusé de signer. Je ne peux pas trahir mon peuple. Et s'il le faut, je mourrai pour mon peuple. » Mama Fikile Ntshangase, militante assassinée.



Manifestations à Porto Alegre, Brésil, dans le cadre des actions de la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme.

© Héctor Jardim - Amis de la Terre Brésil



Repenser la souveraineté alimentaire pour les peuples et par les peuples : ce film des Amis de la Terre Uruguay qui présente 'El Ombú', un collectif agroécologique de Paysandú, Uruguay, dans le cadre des activités d'ATALC pour célébrer le 16 octobre.

© Edgardo Mancini, Real World Radio

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

[atalc.org/](http://atalc.org/)

### UNE REPRISE JUSTE

Au cours de 2020 les organisations membres se sont centrées sur le besoin d'une reprise juste, tout en continuant de lutter, souvent en ligne, contre le pouvoir des multinationales, pour la souveraineté des peuples et pour le pouvoir des peuples.

En juin, des camarades se sont chargées de diriger notre webinaire sur Les pandémies du néolibéralisme et les réponses des peuples à la crise mondiale. Cette activité faisait partie du processus régional d'analyse politique mis en route par les Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes (ATALC), avec des organisations alliées et des mouvements populaires, suite à l'imposition, dans divers pays, de mesures découlant de la crise sanitaire dans laquelle le néolibéralisme nous a plongés avec la pandémie de Covid-19. Les participants et participantes ont contesté les relations de domination imposées au moyen de mesures d'exception appliquées par les gouvernements néolibéraux, mesures qui ont fortement atteint la classe ouvrière et qui ont abouti à davantage de violences contre les corps et les droits des femmes.

Le webinaire nous a permis de proposer de manière collective des réponses populaires à la crise, dans des domaines tels que la souveraineté alimentaire, le contrôle des technologies de l'information et de la

communication en tant que moyen de contester les mesures et les politiques publiques, le renforcement des connaissances et des savoirs des peuples et pour les peuples, et la création d'un salaire de base pour ceux qui ont le plus de difficultés économiques.

### SÉMINAIRE SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET FÉMINISTE

Le séminaire organisé en octobre était conçu pour soutenir la formation d'une coalition et d'un discours sur une transition énergétique juste et féministe, en collaboration avec des organisations féministes et des droits des femmes des pays du Sud et du Nord, avec des femmes autochtones, des femmes noires et des femmes victimes du racisme, des paysannes, des environmentalistes, des travailleuses et travailleurs informels et des immigrant-e-s. Le but du séminaire était de contribuer à la formulation d'une vision féministe de ce que doit être une transition juste en réponse à la Covid-19, dans une perspective holistique et populaire, et à l'adoption de politiques accompagnées de leur mise en œuvre pratique sur le terrain. À l'organisation du séminaire ont collaboré ATALC et la Marche mondiale des Femmes (WMW), la Confédération syndicale des Amériques (CSA-TUCA), l'alliance Grassroots Global Justice (GGJ), la Coordination latino-américaine d'organisations de la campagne (CLOC-Vía Campesina), le Mouvement des victimes des barrages d'Amérique

latine et des Caraïbes (MAR) et du Brésil (MAB), et le Réseau environnemental indigène (IEN d'après l'anglais).

### LA TRANSFORMATION

Le 16 octobre, Journée internationale d'action pour la souveraineté alimentaire des peuples et contre les sociétés transnationales, ATALC a souligné le besoin de construire un système agroalimentaire qui fasse passer les besoins et les droits des gens avant les intérêts économiques des grandes entreprises, et qui soit fondé sur la souveraineté alimentaire telle qu'elle a été définie par La Vía Campesina. ATALC a organisé une semaine d'activités en Uruguay, en Argentine, au Brésil, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Costa Rica, visant à réfléchir sur ce qu'est la souveraineté alimentaire pour et par les peuples.

### LA DEMANDE D'UN CHANGEMENT DE SYSTÈME

En travaillant en ligne avec la Plateforme continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme, et dans le cadre de l'Action continentale de novembre, ATALC a produit, avec la Confédération syndicale des Amériques, une vidéo pour célébrer que la défense de la démocratie des peuples soit au centre de nos combats, et pour divulguer de l'information sur les révoltes populaires qui ont permis le rétablissement de la démocratie en Bolivie, aux États-Unis et au Chili.

D'autres points forts :

- Les Amis de la Terre Brésil ont organisé un

rassemblement et la projection d'un film dans les rues de Porto Alegre.

- CESTA – Amis de la Terre El Salvador a organisé un atelier avec des leaders communautaires pour réclamer de respecter la démocratie.
- Le message de Karin Nansen, de REDES – Amis de la Terre Uruguay, sur Twitter demandant de l'action pour la démocratie et contre le néolibéralisme en Uruguay, a dépassé les 1 000 vues.

### LES ÉCOLES DE DURABILITÉ

Pendant l'École de durabilité en ligne de novembre et décembre nous avons tenu quatre sessions avec la participation de huit organisations membres nationales et de nos alliés : l'Union des victimes des opérations de Texaco en Équateur, la Marche mondiale des Femmes, et la Coordination latino-américaine d'organisations de la campagne (CLOC-LVC).

En appliquant des méthodes participatives, nous avons centré notre travail sur le contexte régional et la solidarité internationaliste, sur les combats contre les divers modes d'oppression, sur le féminisme populaire et l'économie féministe, et sur la construction du pouvoir et de la souveraineté des peuples. Nous avons examiné en profondeur les organes des Amis de la Terre International et leur travail dans notre région, ainsi que nos propres méthodes de travail pour améliorer nos activités de renforcement des capacités (*voir p. 16, JERN*).



L'assemblée générale annuelle d'ATALC a eu lieu en ligne, à cause des restrictions dues à la pandémie.

« Lucía Ortiz, présidente des Amis de la Terre Brésil, dit que Salles [le ministre de l'Environnement brésilien] est 'très lié au secteur agro-industriel', qui cherche à occuper encore plus de terres amazoniennes pour en extraire les ressources. Bien que ce phénomène ne soit pas nouveau, elle pense que la pandémie est en train de servir de paravent pour accélérer le déboisement à un rythme record. »

Tiré de *Metro* (Londres, Royaume-Uni), "A different world is possible: How the coronavirus pandemic has impacted the environment", 2 décembre 2020.



L'assemblée générale annuelle d'APAC a eu lieu en ligne, en dépit des nombreuses difficultés.

<https://foeasiapacific.org/>

Bien que le travail en ligne ait mis en évidence une division entre les organisations membres qui y réussissaient et celles qui y trouvaient des difficultés, toutes les 13 ont participé aux discussions régionales et aux AGA de septembre et de décembre. Pour la première fois en cinq ans, toutes les organisations et même des membres du personnel qui n'avaient jamais assisté à une AGA auparavant y ont été représentés.

Le secrétariat s'est agrandi grâce à l'engagement de deux personnes à temps partiel pour s'occuper des activités en ligne concernant les projets. Les quatre membres du secrétariat travaillent à distance depuis la Malaisie, l'Australie, les Philippines et le Bangladesh, et se réunissent en ligne une fois par semaine. Grâce aux activités de formation et aux échanges de conseils entre le personnel ancien et nouveau, de nouvelles idées ont surgi pour revitaliser le travail de la région pendant la pandémie, et la participation de davantage de jeunes aux discussions a favorisé les relations intergénérationnelles.

Nous avons renforcé les capacités des bénévoles et des nouveaux venus, comme Pro Public - Amis de la Terre Népal et nos alliés du Programme pour l'action sociale de l'Inde. En outre, les représentant-e-s des organisations membres ont reçu de la formation au sujet de la prise de décisions consensuelles.

Nous avons réussi à avoir un atelier face à face en février, à l'île indonésienne de Pari, juste avant que de nombreux pays du monde ne ferment leurs frontières. Le groupe de travail de l'École de durabilité et le programme Souveraineté alimentaire ont organisé un atelier de mise en commun de compétences ; les 19 jeunes participants de neuf pays d'Asie-Pacifique et d'Écosse, tous possédant des compétences en médias numériques, ont conçu un ensemble de matériels de communication pour le programme Souveraineté alimentaire de la région.

Entre juillet et décembre 2020, nous avons organisé ou co-organisé 10 réunions, ateliers et discussions en ligne pour les membres et les alliés. Ces activités se sont centrées sur la pandémie de Covid-19 et sur la crise des soins, sur la transition vers une énergie juste

et le féminisme, sur des solutions basées sur la nature, sur la connaissance de l'initiative Route et ceinture et les finances chinoises, et sur le rétrécissement des espaces démocratiques dans les pays de nos organisations membres. En septembre nous avons discuté de l'occupation israélienne et de la perte pour les Palestiniens de davantage de territoires et de moyens d'existence (voir p. 30, SSI).

Sahabat Alam Malaysia – Amis de la Terre Malaisie a contribué à renforcer les droits des peuples autochtones et la résistance à l'accaparement de terres en ajoutant le soutien juridique à la cartographie des territoires et aux actions menées par les communautés (voir p. 30, SSI).

### L'ÉCOLE DE DURABILITÉ

En novembre, le webinaire de l'École de durabilité a aidé la région à comprendre le problème du rétrécissement de l'espace démocratique dans chaque pays et à l'échelon mondial, et ce que font les organisations face à ces restrictions. Le résultat en a été un rapport régional à usage interne, qui pourra nous servir à préparer des messages futurs et à organiser la solidarité internationaliste. Les contenus du webinaire feront partie d'une discussion plus large en 2021.

Les responsables de la coordination en ligne ont travaillé en étroite collaboration avec l'École de durabilité sur le thème de la justice climatique, afin de renforcer les capacités des nouveaux militants de la région au sujet du climat. Trente-cinq personnes de 10 organisations membres et un allié de l'Inde se sont inscrits aux deux sessions de novembre et décembre. Le suivi a été assuré au moyen d'applications de discussion.

Nous avons complété la nouvelle version de notre site web [foeasiapacific.org](https://foeasiapacific.org/), où il est plus facile maintenant de naviguer et de faire une recherche. Il inclut 91 blogs, dont cinq déclarations régionales, qui contribuent à divulguer le travail incroyable que l'on fait dans toute la région pour réduire le pouvoir des multinationales, accroître le pouvoir de la population et contribuer au programme de la Fédération pour le changement de système.



Une mobilisation éclair a lieu devant le Parlement européen pour protester contre la Politique agricole commune (PAC).

[www.friendsoftheearth.eu](http://www.friendsoftheearth.eu)

### LE CHANGEMENT DE SYSTÈME

La Commission européenne a présenté le Pacte vert pour l'Europe comme un événement comparable à l'arrivée du premier homme sur la lune, annonciateur d'un changement du paradigme économique. Les Amis de la Terre Europe ont évalué ce paquet de mesures, ainsi que les plans de l'UE pour la reprise après la Covid-19, en l'abordant du point de vue du changement de système ; voir à ce sujet notre publication Comment le pacte vert pour l'Europe peut permettre la réalisation d'un changement systémique. Nous avons fait campagne pour des plans réellement transformateurs, et nous avons tenu les institutions de l'UE pour responsables cette rhétorique.

Quelques victoires ont été remportées en 2020 dans le Pacte vert pour l'Europe : la reconnaissance des effets directs de la surconsommation européenne de ressources, la rénovation des bâtiments pour lutter contre la pénurie d'énergie, l'engagement à ce que la production agricole soit au moins 25 % biologique, et de nouvelles initiatives concernant le devoir de diligence des entreprises. Cependant, l'ensemble des propositions et des plans de dépenses restant insuffisants, nous continuons de lutter pour que le Pacte vert pour l'Europe soit à la hauteur de son potentiel de transformation.

### LA JUSTICE CLIMATIQUE

La Fédération a énormément travaillé avec Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord à l'affaire Heathrow et au procès de cette organisation membre contre le gouvernement du Royaume-Uni pour son financement de l'extraction du gaz au Mozambique ; au procès d'Amis de la Terre Pays-Bas contre les atteintes au climat de Shell ; à l'affaire de la raffinerie de Preem en Suède, et au procès des Jeunes Amis de la Terre Norvège contre le forage pétrolier dans l'Arctique. Ces efforts n'ont pas toujours été fructueux, mais ils fraient la voie à d'autres actions contre les gros pollueurs et à de nouveaux litiges aux tribunaux au sujet du climat.



Des manifestants se réunissent à Washington D.C. pour réclamer une réforme, à la suite du meurtre de George Floyd.

[www.foe.org](http://www.foe.org)

### LES VIES NOIRES COMPTENT

Les meurtres de George Floyd et d'autres personnes noires ont attiré l'attention nationale et internationale sur le racisme systémique aux États-Unis. Nous avons soutenu les protestataires de Minneapolis et nous nous sommes fait l'écho des réclamations du Mouvement pour les vies noires et pour que soit réduit le budget de la police. Nous avons mobilisé notre base de données numérique, qui compte deux millions d'adresses, pour exiger que les quatre agents de police impliqués dans le meurtre de Floyd soient arrêtés et accusés d'homicide. Plus tard, nous avons collaboré avec les Amis de la Terre International à la rédaction d'une déclaration en défense de Les vies noires comptent et contre le racisme systémique et l'oppression institutionnalisée. Quand la pandémie s'est déclarée, nous avons réussi à éviter que les grandes entreprises pétrolières reçoivent une aide de 3 milliards USD et à empêcher le renflouement de l'industrie des bateaux de croisière. À l'échelon local et de l'État, nous avons contribué à faire déclarer un moratoire sur la coupure de l'électricité et de l'eau, et à ce qu'il y ait des tests de Covid-19 gratuits pour les communautés de travailleurs et travailleuses agricoles migrant-e-s.

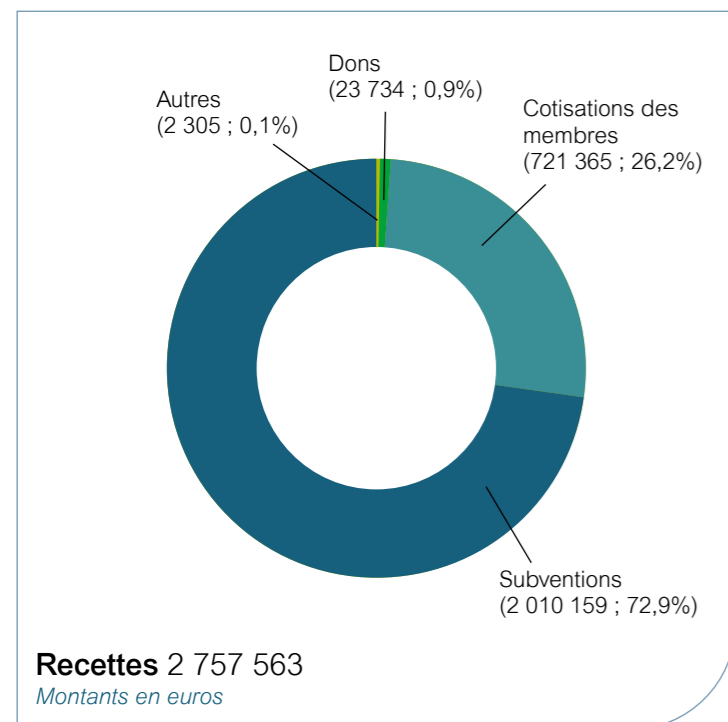
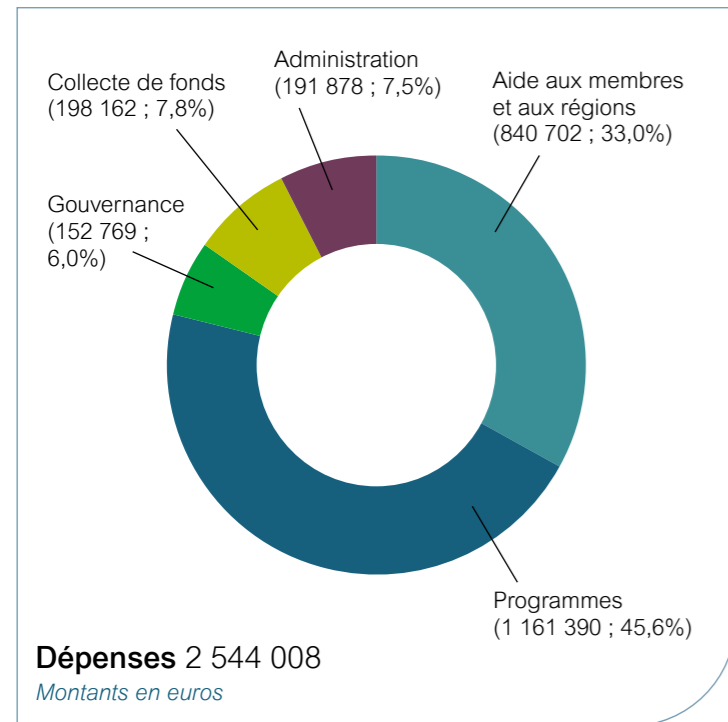
[www.foecanada.org](http://www.foecanada.org)

### LA JUSTICE DE GENRE

Nous demandons au Canada de mieux faire. En équipe avec l'Association nationale de la femme et du droit, nous avons dit à la Cour suprême qu'il fallait prendre des mesures fermes contre le changement climatique, car elles sont indispensables pour avancer dans le sens des droits des femmes et des filles. Nous exerçons des pressions en faveur d'un changement systémique du Plan de pensions du Canada, le plus fort investisseur institutionnel, pour qu'il intègre le risque climatique dans sa politique d'investissement et dans ses procédures. En octobre nous avons rejoint des organisations de tout le Canada pour nous opposer au financement fédéral des petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR d'après l'anglais), parce qu'il s'agit d'une « distraction polluante et dangereuse » qui empêche de s'attaquer au dérèglement du climat.

# ORGANISATION ET FINANCES

Les Amis de la Terre International 2020



## Les Amis de la Terre International tiennent à remercier de leur aide généreuse les personnes et les institutions suivantes :

- Ministère néerlandais des Affaires étrangères (Fair, Green & Global Alliance et Green Livelihoods Alliance)
- Isvara Foundation
- Société suédoise pour la conservation de la nature
- Pain pour le monde (Brot für die Welt)
- Pain pour le prochain (Brot für alle)
- Les Amis de la Terre Suisse
- Les Amis de la Terre Europe
- Les Amis de la Terre États-Unis

Les rapports financiers complets et vérifiés des Amis de la Terre International sont disponibles à l'adresse [www.foei.org/about-foei/annual-reports](http://www.foei.org/about-foei/annual-reports)

## Politiques organisationnelles

Les Amis de la Terre International ont approuvé un cadre conceptuel sur la justice de genre et le démantèlement du patriarcat lors de l'AGB 2018, et adopté une politique sur la violence et le harcèlement sexuels en 2020.

Cette dernière politique, accompagnée de celles contre la corruption et la fraude, d'un code de conduite et de mesures d'alerte, constitue un système dont le but est de combattre les violations de l'intégrité personnelle ou financière, de donner des orientations sur le comportement souhaité, et de fournir au personnel un moyen sûr de réagir aux injustices. Ce système a été adopté en 2020.

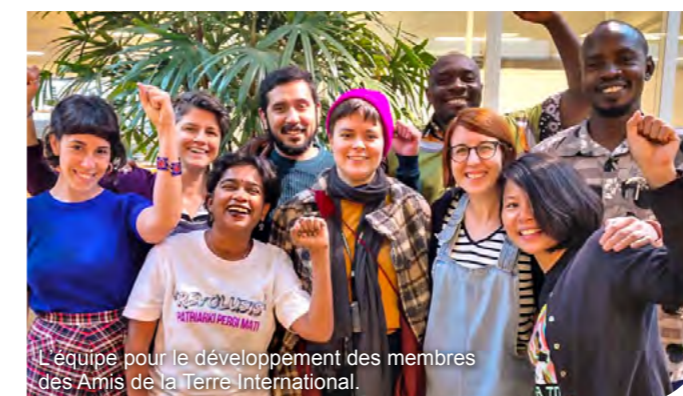
Les Amis de la Terre International ont dû s'occuper d'une violation de l'intégrité personnelle rapportée en 2018 et sur laquelle on avait enquêté. Les processus concernant les sanctions et les réparations ont commencé en 2019 et sont encore en cours.

Les Amis de la Terre International ont eu un cas de violation de l'intégrité financière qui a été rapporté en 2019. L'enquête est encore en cours.

Les Amis de la Terre International sont en train de formuler des politiques plus énergiques en matière de sécurité.

# LE COMITÉ EXÉCUTIF ET AUTRES ORGANES

Les Amis de la Terre International 2020



Le Comité exécutif actuel a été élu fin 2018, lors de notre assemblée générale biennale. Ses membres sont les suivants :

- Présidente :** Karin Nansen, Amérique latine et Caraïbes (Amis de la Terre Uruguay)
- Vice-présidente :** Silvia Quiroa, Amérique latine et Caraïbes (Amis de la Terre El Salvador)
- Trésorière :** Nur Hidayati, Asie-Pacifique (Amis de la Terre Indonésie)

### Members:

- Anabela Lemos, *Afrique (Amis de la Terre Mozambique)*
- Bertrand Sansonnens, *Europe (Amis de la Terre Suisse)*
- Nora Bowier, *Afrique (Amis de la Terre Liberia)*
- Prakash Mani Sharma, *Asie-Pacifique (Amis de la Terre Népal)*
- Víctor Barro, *Europe (Amis de la Terre Espagne)*

### Les coordinateurs de nos programmes :

#### Justice économique & résistance au néolibéralisme :

- Leticia Paranhos Menna de Oliveira
- Sam Cossar-Gilbert

#### Justice climatique & énergie :

- dipti Bhatnagar
- Sara Shaw

#### Souveraineté alimentaire :

- Kirtana Chandrasekaran
- Martín Drago

#### Forêts & biodiversité :

- Isaac Rojas
- Nele Marien

### L'équipe pour le développement des membres :

- Elaine Gilligan (Amis de la Terre Europe)
- Chloe Aldenhoven (Amis de la Terre Asie-Pacifique)
- Danilo Urrea (Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes)
- Kwami Kpondzo (Amis de la Terre Afrique)

### Les facilitateurs régionaux :

- Danilo Urrea (Amis de la Terre Amérique latine et Caraïbes) ; Bobby Peek de janvier à juin 2020, et Nerisha Baldevu à partir de juillet 2020 (Amis de la Terre Afrique) ; Shenna Sanchez et Jagoda Munic (Amis de la Terre Europe) ; Theiva Lingam (Amis de la Terre Asie-Pacifique)



# LES ORGANISATIONS D'AMIS DE LA TERRE DU MONDE ENTIER

LES AMIS DE LA TERRE  
INTERNATIONAL

## **AFRIQUE**

Afrique du Sud  
Cameroun  
Ghana  
Liberia  
Mali  
Maurice  
Mozambique  
Nigeria  
Ouganda  
Sierra Léone  
Tanzanie  
Togo  
Tunisie

## **ASIE- PACIFIQUE**

Australie  
Bangladesh  
Corée du Sud  
Indonésie  
Japon  
Malaisie  
Népal  
Palestine  
Papouasie-  
Nouvelle-Guinée  
Philippines  
Russie  
Sri Lanka  
Timor oriental

## **EUROPE**

Allemagne  
Angleterre, Pays  
de Galles et  
Irlande du Nord  
Autriche  
Belgique (*Flandre*)  
Belgique (*Wallonie  
et Bruxelles*)  
Bosnie-  
Herzégovine  
Bulgarie  
Chypre  
Croatie  
Danemark  
Écosse  
Espagne  
Estonie  
Finlande  
France

Géorgie  
Hongrie  
Irlande  
Lettonie  
Lituanie  
Luxembourg  
Macédoine  
du Nord  
Malte  
Norvège  
Pays-Bas  
Pologne  
République  
tchèque  
Russie  
Slovaquie  
Slovénie  
Suède  
Suisse

## **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES**

Argentine  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Costa Rica  
Curaçao (*Antilles*)  
El Salvador  
Grenade (*Antilles*)  
Guatemala  
Haïti  
Honduras  
Mexique  
Paraguay  
Uruguay

## **ÉTATS-UNIS ET CANADA**

Canada  
États-Unis  
d'Amérique